



SOLUTION  
DE CYBER-SÉCURITÉ  
ET DE GOUVERNANCE  
DES ACCÈS AUX SYSTÈMES  
D'INFORMATION

# Rapport financier annuel 2020

WALLIX GROUP

250 Bis rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS  
428 753 149 R.C.S Paris

# SOMMAIRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

RAPPORT DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 16 JUIN 2021

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

# ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« En tant que responsable du rapport financier annuel, j'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe WALLIX, et que le rapport sur l'activité et situation de l'ensemble du groupe et de la société présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF. »

Jean-Noël de Galzain,  
Président du Directoire.

## **WALLIX GROUP**

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance  
Au capital de 586 379,90 Euros  
Siège social : 250bis, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris  
428 753 149 R.C.S. PARIS

### **RAPPORT DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 16 JUIN 2021**

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte à l'effet notamment de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées.

Les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre société et celle de notre groupe.

#### **I. ACTIVITE ET SITUATION DE L'ENSEMBLE DU GROUPE ET DE LA SOCIETE**

##### **1. Activité de l'ensemble du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020**

Le groupe dont nous vous décrivons l'activité comprend les sociétés WALLIX GROUP, WALLIX, WALLIX US CORP, CYBERSECURITE WALLIX CANADA, WALLIX IBERICA et WALLIX GmbH (ci-après le « **Groupe** »), et est spécialisé dans le secteur d'activité de l'édition de logiciels de sécurité informatique, plus précisément dans le contrôle d'accès et la traçabilité des comptes à privilège dans les systèmes d'information des entreprises.

Les comptes consolidés de notre Groupe font apparaître un chiffre d'affaires de 20.071.901 euros en augmentation de 22,88 % par rapport au chiffre d'affaires consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui s'élevait à 16.334.944 euros et un résultat se soldant par une perte (part du groupe) de 7.319.015 euros alors que la perte (part du groupe) de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevait à 6.844.852 euros.

Au 31 décembre 2020, les capitaux propres du Groupe ressortent à 25.314.648 euros tandis que les emprunts et dettes financières s'établissent à 3.790.962 euros en diminution de 112.439 euros par rapport au 31 décembre 2019.

Dans le cadre de ses projets de développement le Groupe a bénéficié de crédits d'impôts en faveur de la recherche (CIR) ainsi que de subventions d'exploitation, pour un montant constaté de 1.292.269 euros.

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes consolidés.

##### **Commentaires sur l'activité globale du Groupe au cours de l'exercice écoulé :**

WALLIX a enregistré un chiffre d'affaires de 20,1 M€ au titre de l'exercice 2020, en croissance de +23% par rapport à 2019. Cette bonne performance, dans un contexte toujours pénalisé par les répercussions de la crise sanitaire, reflète

une forte dynamique au second semestre (+33%), portée par l'international et les secteurs sensibles comme la santé et l'industrie. Si la croissance annuelle a été ralentie par les effets de la crise sanitaire particulièrement ressentis au second trimestre, avec un rallongement observé des délais dans la mise en œuvre des projets auprès des grands comptes, le groupe a atteint son objectif d'enregistrer une progression annuelle nettement supérieure à celle du 1er semestre (+10%).

Le chiffre d'affaires à l'international progresse de +29% pour s'établir à 6,9 M€. Dans un contexte économique dégradé, la France poursuit son développement avec un chiffre d'affaires en hausse de +20%, à 13,2 M€.

Evolution de l'activité par zone géographique :

- En France, le groupe a bénéficié d'un intérêt croissant de ses offres auprès des PME/ETI et de certaines industries prioritaires comme la santé et l'industrie. Les grands comptes, qui avaient fait preuve d'un certain attentisme au plus fort de la crise sanitaire, ont renoué progressivement à la fin d'année avec la mise en œuvre des projets relatifs aux contrats significatifs précédemment signés, représentant une facturation de 6,9 M€ sur l'exercice 2020. Wallix estime à 18,1 M€, le chiffre d'affaires potentiel de ces contrats d'équipement de grands comptes sur les 3 prochains exercices (2021-2023).
- À l'International, WALLIX commence à tirer les fruits des investissements réalisés dans le cadre du plan stratégique (le développement de bureaux en Allemagne, Royaume-Uni et Espagne et l'enrichissement du réseau de partenaires sur les marchés cibles). La région Allemagne/Europe centrale, qui avoisine pour la première fois les 2 M€ de chiffre d'affaires sur l'année, et le Royaume-Uni, qui enregistre un premier contrat hors France à plus d'1 M€, connaissent notamment une croissance soutenue. La croissance hors Union Européenne est très soutenue (+34%), principalement sur la zone Afrique Moyen-Orient où WALLIX enregistre des développements notables.

Les ventes de licences progressent de 6% sur l'exercice pour atteindre 9,5 M€, traduisant un rebond des ventes au second semestre (+27%). Cette dynamique très favorable, tant auprès des grands comptes que des PME/ETI traduit la demande croissance des entreprises pour faire face aux nouveaux enjeux du numérique. Elle permet de compenser les effets négatifs de la crise sanitaire (déploiement ralenti des solutions auprès des grands comptes) observés au 1er semestre.

Véritable axe stratégique de développement pour WALLIX, les revenus récurrents connaissent un véritable essor sur 2020 avec une croissance de 33% à 8,5 M€. La part récurrente des revenus représente ainsi 42% du chiffre d'affaires 2020 contre 39% en 2019. Au-delà de l'effet d'extension du parc de clients équipés sur les activités de maintenance, WALLIX réalise une hausse de 80% des revenus liés aux offres en souscription (licence en mode SaaS d'abonnements) et un doublement du chiffre d'affaires généré par les services managés.

Le chiffre d'affaires des services professionnels passe de 1 006K€ en 2019 à 2 097K€ en 2020 en lien avec l'implémentation et la formation sur les solutions WALLIX.

### **Point d'inflexion atteint dans la trajectoire du Groupe vers la rentabilité opérationnelle**

Au 1er semestre 2020 et malgré le contexte incertain, le Groupe a fait le choix de poursuivre et de finaliser les investissements de croissance, notamment à l'international, avec l'ouverture de l'Italie et de l'Espagne et le renforcement de la région DACH, prévus par le plan stratégique. L'impact annualisé de ces investissements s'est traduit par une progression des charges d'exploitation de +20% sur l'exercice 2020, inférieure à la croissance du chiffre d'affaires. Les dépenses de personnel progressent également avec l'accroissement des effectifs (+38 nouveaux talents par rapport à 2019). Les autres charges d'exploitation connaissent une évolution maîtrisée et progressent à un taux de +10%.

Cette bonne maîtrise des coûts, associée à la hausse de l'activité, permet au Groupe de réduire sensiblement sa perte opérationnelle au second semestre à -2,2 M€, contre -3,1 au 2nd semestre 2019 et -5,1 M€ au 1er semestre 2020.

Sur l'exercice 2020, le résultat d'exploitation s'établit à -7,3 M€ contre -6,8 M€ pour l'exercice précédent. Le résultat net part du groupe s'affiche au même niveau que le résultat d'exploitation à -7,3 M€.

### **Force de frappe financière au service de la stratégie**

WALLIX a généré un cash-flow d'exploitation en nette amélioration à -0,9 M€ (contre -3,1 M€ en 2019), grâce à une variation favorable de BFR (+3,2 M€). Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à -5,6 M€, liés essentiellement aux frais de R&D pour finaliser les nouvelles offres.

La trésorerie brute ressort à 23,2 M€ au 31 décembre 2020 contre 29,3 M€ au 31 décembre 2019. Avec une trésorerie nette de dettes financières de 19,4 M€ pour 25,3 M€ de fonds propres, WALLIX dispose de la flexibilité nécessaire pour poursuivre son développement et saisir d'éventuelles opportunités de croissance externe.

### **Perspectives toujours favorables**

WALLIX dispose aujourd'hui d'un contexte de marché particulièrement porteur. Avec la crise sanitaire, les organisations, mais aussi les individus ont totalement changé leur rapport au numérique et à ses usages, ouvrant la porte à de nouveaux risques, avec une multiplication des attaques informatiques. Pour pérenniser ces nouveaux usages, utilisateurs et entreprises devront faire de la cybersécurité un critère essentiel d'investissement, comme le soulignent les principaux analystes du marché comme KuppingerCole ou Gartner qui anticipent une progression moyenne de 10,7% par an sur la période 2020-2024 pour le PAM (soit un marché global de 2.9 Md\$ en 2024).

WALLIX est idéalement positionné pour tirer parti de la croissance du secteur, qui figure parmi les axes stratégiques prioritaires du plan de relance avec une dotation d'un milliard d'investissement. Grâce aux investissements structurants réalisés dans les 2 dernières années, WALLIX dispose aujourd'hui d'une offre exhaustive sur le PAM, avec WALLIX Bastion, et élargie aux segments adjacents, avec WALLIX BestSafe lancé en février 2020 et WALLIX Trustelem lancé en mai 2020, qui lui permet de répondre à l'ensemble des menaces issues de l'implémentation de nouvelles technologies (IoT, Cloud...) ou des nouveaux services digitalisés (télémedecine, télétravail, smart city, maintenance prédictive...).

Pour nourrir sa croissance, WALLIX entend également s'appuyer sur des verticales métier sur des industries à fort potentiel comme la santé ou l'industrie et sur l'efficacité démontrée de son réseau de partenaires prescripteurs ("channel"). Dans la santé, le Groupe dispose d'un portefeuille de clients conséquent (groupements hospitaliers publics et privés en France, contrats significatifs la NHS au Royaume-Uni), qu'il entend développer. Dans l'industrie, WALLIX proposera également son offre au travers de l'appellation WALLIX Inside regroupant toutes les technologies de sécurisation des accès et des identités de WALLIX, intégrables « by-design » dans leurs solutions métiers. WALLIX Inside, qui se base sur un modèle de vente OEM (Original Equipment Manufacturer), fait l'objet d'un premier partenariat avec Fives, qui a développé une passerelle industrielle équipée nativement de la brique de sécurité WALLIX, offrant à ses clients un système sécurisé by-design.

Porté par la forte traction du marché et une approche innovante de ses offres, le Groupe entend accélérer sa trajectoire de croissance sur 2021 et confirme son objectif d'atteindre la rentabilité d'exploitation au second semestre de l'exercice 2021. Le Groupe réitère ainsi les trajectoires des deux précédents plans stratégiques qui se sont systématiquement soldés par un retour à la rentabilité après la phase d'investissements.

## **Facteurs de risque financiers**

### **a. Risques liés aux crédits d'impôt recherche**

Pour financer ses activités, le Groupe a bénéficié du Crédit Impôt Recherche (« CIR »), qui consiste en un crédit d'impôt aux entreprises investissant significativement en recherche et développement. Il prend la forme d'une réduction d'impôt remboursable calculée en fonction des dépenses de R&D engagées par l'entreprise.

Ouvrent droit au CIR les dépenses affectées à la réalisation d'opérations de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou d'opérations de développement expérimental. Ces dépenses sont limitativement énumérées par la loi. Elles incluent, notamment, les salaires et traitements, les amortissements du matériel de recherche, la veille technologique et les frais de propriété intellectuelle.

WALLIX GROUP a demandé à bénéficier de ce dispositif depuis 2004 en étant accompagné pour cela par un cabinet spécialisé.

WALLIX SARL a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur l'ensemble de ses déclarations fiscales sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2014 ainsi que le crédit d'impôt recherche des années 2011 à 2014. A l'issue de ce contrôle, la Société a reçu une proposition de rectification pour un montant de 586 K€.

A la date du rapport financier annuel, le Groupe conteste cette proposition de rectification et une réclamation contentieuse est en cours, la médiation des entreprises a également été saisie en parallèle. Une provision de 69.000€ est néanmoins constatée.

Les CIR des années suivantes (2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) n'ont pas fait l'objet de redressement.

### **b. Risques liés aux pertes historiques**

Après avoir enregistré des pertes nettes au cours des dernières années, le Groupe pourrait être conduit à constater de nouvelles pertes compte tenu des dépenses futures notamment liées au renforcement des équipes, au développement commercial et marketing et aux ouvertures pays et pénétration de nouveaux marchés notamment par le biais de lancement de nouvelles offres.

Ces nouvelles pertes pourraient avoir un effet défavorable sur la situation financière, son développement et ses perspectives.

### **c. Risques liés à l'accès à des avances et subventions publiques**

Depuis 2008, le Groupe met en œuvre une politique volontaire d'innovation, dans laquelle les projets de recherche et développement collaboratifs financés par les pouvoirs publics ont un rôle important. Cette politique a conduit le Groupe à percevoir des subventions significatives, étalées sur la durée du projet. Le cadencement des subventions consiste généralement en une avance à la signature de la convention (30%), versement d'acomptes successifs à l'avancement, solde (minimum 20%) à la clôture du projet.

Sur l'ensemble des conventions d'aides ou de soutien financier conclues, le Groupe a reçu sur les trois derniers exercices (2018 à 2020) un montant de subventions estimé à 600K€.

Les modalités de comptabilisation des subventions sont précisées au paragraphe « Crédit d'impôt recherche et subvention d'exploitation » des comptes consolidés de la Société.

A l'instar de tous les programmes de recherche bénéficiant d'aides publiques, le Groupe est exposé au risque de remboursement de tout ou partie de ces aides en cas de non-respect de ses engagements de faire ou de ne plus en bénéficier dans le futur. Une telle situation pourrait priver le Groupe de certains moyens financiers requis pour mener à bien ses projets de recherche et développement.

#### **d. Risque de dilution**

A la date du présent rapport financier annuel, l'exercice de l'ensemble des droits donnant accès au capital du Groupe pourrait conduire à la création de 91 412 actions nouvelles générant une dilution maximale de 1,53% sur la base du capital dilué (cf. paragraphe IX du présent rapport).

La dilution en droits de vote n'étant pas identique dans la mesure où des droits de vote double existent au sein de la Société.

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés et afin d'attirer des compétences complémentaires, le Groupe pourrait poursuivre à l'avenir l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société pouvant entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

#### **e. Risque de change**

En 2020, environ 7,7% de la facturation du Groupe est établi en devises étrangères, et pour l'essentiel en dollars américain, livre sterling. Le Groupe reste très attentif aux risques de taux de change, cependant l'impact est non significatif sur les trois derniers exercices et WALLIX GROUP n'a donc pas mis en place de couverture de change.

L'activité internationale s'intensifiant dans la région « Middle East » et aux Etats-Unis, le Groupe sera vraisemblablement amené à se prémunir des risques de changes sur les prochains exercices.

Au 31 décembre 2020, le montant des créances libellées en devises s'élève à 772 K€, contre 888 K€ au 31 décembre 2019 et 526 K€ au 31 décembre 2018. Aucune dette en devise significative ne figure dans les comptes sur la même période.

#### **f. Risques de financement et de liquidité**

Avant son introduction en bourse sur le marché Alternext (devenu Euronext Growth) en juin 2015, le Groupe a financé sa croissance en renforçant ses fonds propres par voie d'augmentation de capital auprès de "Business Angels" et de sociétés de capital-risque. La levée de fonds d'environ dix millions d'euros réalisée auprès des actionnaires historiques et des nouveaux actionnaires institutionnels et individuels à l'occasion de l'introduction en bourse de la Société a permis de contribuer à consolider sa présence en Europe et d'accroître son développement à l'international. La levée de fonds de 36,8M€ réalisée en mai 2018 auprès d'actionnaires historiques, de nouveaux investisseurs institutionnels et d'investisseurs particuliers permet au Groupe de poursuivre son développement.

La trésorerie brute ressort à 23,2 M€ au 31 décembre 2020 contre 29,3 M€ à fin 2019.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir au cours des douze (12) mois suivant la date du présent rapport financier annuel. En effet, il n'existe pas de financement dont la cessation pourrait avoir un impact sur le financement courant du Groupe.

#### **g. Risques liés aux taux d'intérêts**

Au 31 décembre 2020, les dettes financières du Groupe sont composées de sept (7) emprunts bancaires pour un montant total de 3.634K€, dont un emprunt de 3 000K€ ayant été contracté le 9 juillet 2019 à taux variable de 1.86% (taux moyen mensuel de rendement des emprunts de l'Etat à long terme, majoré de 1.5%).

Les autres emprunts ont été conclus, soit à des taux zéro auprès de Bpifrance Financement, soit à des taux fixes (allant de 0,96% à 2,99%) auprès de BNP Paribas et Bpifrance Financement.

Par conséquent, le Groupe estime ainsi ne pas être exposé à un risque de taux d'intérêts.



#### **h. Risque de crédit et risque de contrepartie**

Pour son financement, le Groupe a recours à des financements auprès de Bpifrance financement (ex-OSEO) et BNP Paribas.

Compte tenu de la nature des clients et des établissements de crédit auxquels le Groupe a recours, la Société estime que les risques de contrepartie sont limités.

#### **i. Risque sur actions et autres instruments financiers**

A la date du présent rapport financier annuel, la Société ne détient pas de participation dans des sociétés cotées et n'est, par conséquent, pas exposée à un risque sur actions.

#### **j. Risques géopolitiques**

Hors France, le Groupe est implanté en Espagne, en Allemagne, au Canada, et aux Etats-Unis pays à risque d'instabilité politique réduit. Dans la zone Europe Middle East Africa (EMEA), le Groupe commerce avec certains pays qui pourraient connaître des moments d'instabilité (Maghreb, péninsule arabique, Russie notamment). Le risque porterait uniquement sur une baisse de chiffre d'affaires en cas d'instabilité, et sur des pays dont aucun ne pèse aujourd'hui significativement sur le chiffre d'affaires Groupe. De plus, l'absence de présence directe dans ces pays, le Groupe y opérant via des revendeurs, partenaires ou intégrateurs, le Groupe estime que le risque se limiterait à une baisse d'activité dans la zone concernée.

Enfin, dans un contexte global économique, commercial, social mais également géopolitique qui demeure incertain au plan mondial, la croissance du chiffre d'affaire, du résultat net et des flux de trésorerie du Groupe pourrait ralentir sur une base annuelle.

#### **k. Risques liés à la dépréciation des actifs incorporels**

Les frais de développement, correspondant essentiellement aux coûts de personnel, sont immobilisés quand ils respectent les critères d'activation prévus par les principes comptables. Ces frais de développement sont amortis sur une période de 5 ans.

La valeur nette comptable de ces actifs s'élevait à 9 141 546 € au 31 décembre 2020 soit 17,3% du total du bilan consolidé.

Si un indicateur de perte de valeur venait à être identifié dans le futur, un test de dépréciation serait mis en œuvre et pourrait mener à une dépréciation de ces actifs incorporels et à une dégradation des capitaux propres du Groupe. Le Groupe n'a pas rencontré une telle situation à ce jour.

### **Engagements hors bilan**

Au 28 février 2021, il y a 91 412 actions attribuées gratuitement encore en période d'acquisition conformément aux informations figurant au paragraphe IX du présent document.

WALLIX GROUP a procédé à l'acquisition le 16 juillet 2019 de la société Simarks, devenue WALLIX IBERICA SL (Espagne). Un complément de prix (ou « earn-out »), pouvant atteindre 1.700.000 euros, non comptabilisé, est conditionné à des objectifs de chiffres d'affaires cumulés sur 5 ans.

## 2. Filiales et participations – sociétés contrôlées

WALLIX GROUP contrôle au sens de l'article L 233-33 du Code de Commerce :

- la société **WALLIX**, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 €, dont le siège est 250 bis, rue du Faubourg Saint-Honoré à PARIS – 75008, identifiée au système SIREN sous le n° 450 153 – RCS PARIS, dont l'activité est l'édition de logiciels et de services informatiques notamment en matière de sécurité informatique et de solutions de sécurité à base d'open source, à hauteur de 100% du capital de cette société.
- la société **WALLIX US Corp** localisée au 10 Liberty Street, DANVERS, Massachusetts, 01923, Etats Unis, dont l'activité est l'édition de logiciels de sécurité informatique, à hauteur de 100% du capital de cette société.
- La société **CYBERSECURITE WALLIX CANADA Inc**, localisée à MontréalCowork inc, 4388 St-Denis, H2J 2L1, Montréal Canada, dont l'activité est l'édition de logiciels de sécurité informatique, à hauteur de 100% du capital de cette société.
- La société **WALLIX IBERICA SI**, localisée à 28232 Las rozas de Madrid (MADRID) calle Copenhague, numero 12, dont l'activité est l'édition de logiciels de sécurité informatique, à hauteur de 100% du capital de cette société.
- La société **WALLIX Gmbh**, localisée à Geschäftsanschrift: Prinzregentenstraße 91, 81677 München, dont l'activité est l'édition de logiciels de sécurité informatique, à hauteur de 100% du capital de cette société.

A la date du présent document, aucune succursale n'existe.

L'activité des filiales est la suivante :

### WALLIX :

La société WALLIX, filiale à 100 % de WALLIX GROUP et dont l'activité est l'édition et la mise en œuvre de solutions logicielles de gestion et de sécurité des infrastructures réseaux et systèmes a vu son chiffre d'affaires progresser de 15 734 722 euros au titre de l'exercice 2019 à 19 839 370 euros au titre de l'exercice 2020, soit 26,1% d'augmentation, pour un résultat net qui se traduit par un gain de 38 818,85 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

WALLIX se positionne sur le marché du PAM (Privileged Access Management, soit la gestion des utilisateurs à privilèges), en tant qu'éditeur de logiciels européen spécialisé dans la gestion des utilisateurs à privilèges, le contrôle d'accès et la traçabilité.

WALLIX a complété son offre désormais exhaustive sur le PAM et l'a élargie aux segments adjacents définis dans le plan stratégique pour disposer désormais d'un portefeuille de 4 offres parfaitement complémentaires qui répond à l'ensemble des nouvelles menaces et usages du numérique :

**WALLIX Bastion**, la solution historique du groupe, est aujourd'hui reconnue dans le Magic Quadrant de Gartner, la Forrester Wave et Kuppinger Cole et dispose d'une distribution mondiale ;

**WALLIX BestSafe**, élaborée grâce à l'acquisition de Simarks (WALLIX Iberica SL), étend l'offre WALLIX jusqu'à la protection des utilisateurs bureautiques et métiers contre les ransomwares, les malwares et les cryptovirus ;

**WALLIX Trustelem** permet de simplifier et contrôler l'accès des utilisateurs aux applications, qu'ils soient administrateurs ou simples utilisateurs en mode Software as a Service (SaaS).

**WALLIX IoT**, une offre dédiée à la protection des actifs industriels pour accompagner les entreprises dans leur transformation digitale sécurisée vers l'industrie 4.0 et l'internet des objets (IoT).

#### **WALLIX US CORP :**

WALLIX GROUP détient 100% du capital de la société WALLIX US CORP localisée au 10 Liberty Street, DANVERS, Massachusetts 01923, ETATS UNIS. Cette société a pour activité la commercialisation de logiciels de sécurité informatique. Elle a vocation à développer cette activité auprès des acteurs Nord-américains.

Cette société possède des bureaux ainsi que 5 salariés au 31.12.2020.

Pour l'exercice 2020 le chiffre d'affaire de cette société s'élève à 339 K\$ contre 571 K\$ pour l'exercice 2019.

#### **CYBERSECURITE WALLIX CANADA INC :**

WALLIX GROUP détient 100% du capital de la société CYBERSECURITE WALLIX CANADA INC localisée à Montréal Cowork inc, 4388 St-Denis, H2J 2L1, Montréal, CANADA. Cette société a pour activité la commercialisation de prestations de support auprès des clients utilisateurs des solutions WALLIX. Elle a vocation à réaliser de la sous-traitance de support pour le compte de WALLIX.

Cette société possède des bureaux ainsi que 3 salariés au 31.12.2020.

Le chiffre d'affaire 2020 est composé de refacturation intra-groupe pour 330 K\$CAD contre 320 K\$CAD en 2019

#### **WALLIX IBERICA :**

WALLIX GROUP détient 100% du capital de la société WALLIX IBERICA localisée à 28232 Las rozas de Madrid (MADRID) calle Copenhague, numero 12 ESPAGNE.

Cette société a pour activité le développement et la commercialisation de logiciels de sécurité informatique.

Cette société possède des bureaux ainsi que 11 salariés au 31.12.2020.

Le chiffre d'affaire de cette entité pour l'exercice 2020 est de 162 K€ contre 32 K€ en 2019.

#### **WALLIX Gmbh:**

WALLIX GROUP détient 100% du capital de la société WALLIX Gmbh localisée à localisée à Geschäftsanschrift: Prinzregentenstraße 91, 81677 München.

Cette société a pour activité le développement et la commercialisation de logiciels de sécurité informatique.

Cette société en cours de création n'a pas eu d'activité durant l'exercice 2020. Elle est opérationnelle depuis le 01/01/2021.

### **3. Activité propre de la société WALLIX GROUP**

WALLIX GROUP est une société spécialisée dans l'hébergement sécurisé d'applications critiques, ce qui regroupe les prestations suivantes : architecture, déploiement, exploitation et support. Une partie importante de l'activité de la société concerne des projets de GED (Gestion Electronique de Documents).

Le chiffre d'affaires de la Société a baissé de 33,8% au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2020, le résultat net de la Société affichant une perte inférieure à celle constatée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

### 3.1 Présentation des comptes de la société WALLIX GROUP

A la date du 31 décembre 2020 :

- le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à **183 164** euros contre **276 670** euros au titre de l'exercice précédent ;
- le total des produits d'exploitation s'élève à **471 176** euros contre **441 694** euros au titre de l'exercice précédent ;
- les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à **1 986 723** euros contre **1 842 370** euros au titre de l'exercice précédent ;
- le résultat d'exploitation ressort à **(1 515 547)** euros contre **(1 400 676)** euros au titre de l'exercice précédent ;
- le montant des traitements et salaires s'élève à **574 832** euros contre **535 876** euros au titre de l'exercice précédent ;
- le montant des charges sociales s'élève à **292 266** euros contre **234 822** euros au titre de l'exercice précédent ;
- compte tenu d'un résultat financier de **(3 653 294)** euros, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à **(5 168 841)** euros contre **(5 815 502)** euros au titre de l'exercice précédent ;
- compte tenu de ces éléments, d'un résultat exceptionnel de **104 240** euros, le résultat de l'exercice se solde par une perte de **5 065 382** euros, contre une perte de **5 801 090** euros au titre de l'exercice précédent ;
- au 31 décembre 2020, le total du bilan de la société s'élevait à **36 165 489** euros contre **41 347 242** euros au titre de l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 soumis à approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

Est joint en annexe au présent rapport le tableau prévu à l'article R 225-102 du Code de Commerce relatif aux résultats de la Société au cours de cinq derniers exercices.

Il est précisé que l'effectif moyen de la société était de 4 salariés au titre de l'exercice 2020.

### 3.2 Analyse de la situation financière au 31 décembre 2020 de la société WALLIX GROUP

Le montant des emprunts et dettes auprès des établissements de crédits est de **2 896 848 €** contre **2 708 207 €** au titre de l'exercice précédent.

Le montant des dettes fournisseurs et comptes rattachés est de **617 211 €** contre **280 956 €** au titre de l'exercice précédent.

Le montant des dettes fiscales et sociales est de **200 630 €** contre **188 516 €** au titre de l'exercice précédent.

Le montant des dettes sur immobilisations est de **743 750 €** contre **1 487 500 €** au titre de l'exercice précédent.

Le montant des autres dettes est de **7 928 €** contre **0 €** au titre de l'exercice précédent.

Le montant des produits constatés d'avance est de **0 €** contre **15 151 €** au titre de l'exercice précédent.

Le montant global des dettes de la société s'élève à **4 466 367 €** contre **4 680 330 €** au titre de l'exercice précédent.

### **3.3 Affectation du résultat de la société WALLIX GROUP**

Il est proposé d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à **(5 065 381,51)** euros en totalité au poste « Report à nouveau » qui serait ainsi porté de **(13 576 718,37)** euros à **(18 642 099,88)** euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

### **3.4 Dépenses non déductibles fiscalement**

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts (CGI), il est indiqué que les comptes de l'exercice écoulé prennent en compte les dépenses et charges somptuaires, visées par l'article 39-4 du CGI et non déductibles du résultat fiscal s'élevant à **12 343 €** au titre des amortissements excédentaires des véhicules de tourisme.

L'impôt théorique afférent à ces charges non déductibles est de **4 114 €**.

### **3.5 Evolution prévisible de la Société**

WALLIX GROUP entend maintenir son activité historique de services et d'hébergement d'applications critiques.

### **3.6 Activités en matière de Recherche et Développement**

La société WALLIX GROUP n'a pas eu d'activité en matière de recherche et développement en 2020. L'activité de développement logiciel du Groupe est localisée chez WALLIX SARL, à Paris et à Rennes, et chez WALLIX IBERICA, à Madrid.

### **EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

WALLIX GmbH, filiale de WALLIX Groupe à 100%, est opérationnelle depuis le 01/01/2021, cette entité a pour activité la commercialisation de l'ensemble des solutions du groupe auprès des acteurs Allemands.



## **II. ENVELOPPE DE JETONS DE PRESENCE**

L'assemblée générale mixte du 3 juin 2016 a fixé une enveloppe de jetons de présence d'un montant de 50 000 euros et ce jusqu'à décision contraire. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Monsieur Jacques Chatain a perçu 15 000€ de jetons de présence en tant que président du conseil de surveillance, tous les autres membres ont reçu 10 000€ de jetons de présence.

## **III. CONVENTIONS REGLEMENTEES ET TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC DES PARTIES LIEES**

**Nous vous indiquons qu'une nouvelle convention visée par l'article L.225-86 du Code de commerce a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.** Le conseil de surveillance du 26 mars 2020 a autorisé la conclusion d'un avenant au contrat de travail de Monsieur Amaury Rosset afin d'augmenter sa rémunération fixe brute annuelle pour la porter de 165 000 euros à 180 000 euros et de modifier les modalités de calcul du critère relatif au chiffre d'affaires où les primes sont payées proportionnellement dès 66% de l'objectif atteint (au lieu de 75%) à compter du 1er janvier 2020. Cette convention figure dans le rapport spécial du commissaire aux comptes qui est soumis à votre approbation.

## **IV. ETAT DES PARTICIPATIONS DES SALARIES AU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2020**

Au 31 décembre 2020, les salariés détiennent 1,22% capital social de la société telle que définie à l'article L.225-102 du code de commerce.

## **V. PRISE DE PARTICIPATION DE 5, 10, 20, 33.33, 50, 66.66% DU CAPITAL OU DES DROITS DE VOTE OU PRISE DE CONTROLE**

Néant

## **VI. ACTIONS D'AUTOCONTROLE ET PARTICIPATIONS CROISEES**

Néant

## **VII. AVIS DE DETENTION DE PLUS DE 10% DU CAPITAL D'UNE AUTRE SOCIETE PAR ACTIONS**

Néant

## **VIII. PRET INTERENTREPRISE**

Néant

## IX. REPARTITION DU CAPITAL DE LA SOCIETE AU 28 FEVRIER 2021

Au 28 février 2021, le capital social de la société WALLIX GROUP est réparti de la manière suivante :

### REPARTITION DU CAPITAL DE WALLIX GROUP AU 28/02/2021

WALLIX GROUP	Nb d'actions	Nb DDV	% du capital	% DDV	AGA 2019	Nb actions total / post exercice instruments dilutifs	% du capital
Jean-Noël de Galzain*	611 021	1 187 306	10.42%	15.94%	16 668	627 689	10.54%
Amaury Rosset	224 462	428 412	3.83%	5.75%	10 002	234 464	3.94%
Didier Lesteven	10 790	19 790	0.18%	0.27%	6 668	17 458	0.29%
<b>Total Dirigeants Mandataires sociaux</b>	<b>846 273</b>	<b>1 635 508</b>	<b>14.43%</b>	<b>21.95%</b>	<b>33 338</b>	<b>879 611</b>	<b>14.77%</b>
TDH - M. Thierry DASSAULT	433 170	866 340	7.39%	11.63%		433 170	7.27%
ACCESS2NET	9 000	18 000	0.15%	0.24%		9 000	0.15%
<b>Total Mandataires sociaux hors dirigeants</b>	<b>442 170</b>	<b>884 340</b>	<b>7.54%</b>	<b>11.87%</b>		<b>442 170</b>	<b>7.42%</b>
Salariés	71 665	97 626	1.22%	1.31%	58 074	129 739	2.18%
Titres auto-détenus WALLIX GROUP	24 530	-	0.42%	0.00%		24 530	0.41%
FLOTTANT	4 479 161	4 832 671	76.39%	64.87%		4 479 161	75.21%
<b>TOTAL</b>	<b>5 863 799</b>	<b>7 450 145</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>91 412</b>	<b>5 955 211</b>	<b>100.00%</b>

\* 158679 titres appartenant à JNG, 452 342 contrôlées via sa holding familiale Société Jinco Invest (pour respectivement 282 622 DDV et 904 684 DDV)

### Capital potentiel

La Société a procédé à l'attribution gratuite d'actions (AGA 2017 et AGA 2019) dont le détail figure ci-dessous.

A la date du présent document, l'attribution effective de l'ensemble des actions attribuées gratuitement pourrait conduire à la création de 91 412 actions ordinaires nouvelles.



	Plan 2017-1	Plan 2019 n°1	Plan 2019 n°2
Date d'assemblée	3 juin 2016	6 juin 2019	6 juin 2019
Date du directoire d'attribution	6 juillet 2017	25 juillet 2019	25 juillet 2019
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	54 800 <sup>(1)</sup>	65 500	98 500
Dont nombre total d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux <i>Jean-Noël de Galzain</i>	-	-	25 000 <sup>(7)</sup>
<i>Amaury Rosset</i>	1 200 <sup>(2)</sup>	500	14 500 <sup>(7)</sup>
<i>Didier Lesteven</i>	900 <sup>(2)</sup>	500	9 500 <sup>(7)</sup>
Date d'acquisition des actions	(1)	25 juillet 2020 : 21.746 <sup>(5)</sup> 25 juillet 2021 : 21.746 <sup>(6)</sup> 25 juillet 2022 : 22.008 <sup>(6)</sup>	25 juillet 2020 : 32.818 <sup>(8)</sup> 25 juillet 2021 : 32.818 <sup>(9)</sup> 25 juillet 2022 : 32.864 <sup>(9)</sup>
Date de fin de période de conservation	(1)	(5), (6)	(8, (9))
Nombre d'actions attribuées définitivement au 28/02/2021	15 799 <sup>(3)</sup>	18 260 (au titre de la 1 <sup>ère</sup> tranche)	15 493 (au titre de la 1 <sup>ère</sup> tranche)
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques au 28/02/2021	1 238 <sup>(4)</sup>	14 806	42 853
Actions attribuées gratuitement restantes à la date du présent document	0	33 066	58 346

(1) Le Directoire du 6 juillet 2017 a décidé l'attribution gratuite de 54 800 actions conditionnée à la présence des bénéficiaires avec une période d'acquisition et de conservation d'un an pour 20% des actions attribuées (ces actions ont été attribuées le 6 juillet 2018), une période d'acquisition de deux ans (sans période de conservation) pour 35% des actions attribuées (ces actions ont été attribuées le 6 juillet 2019) et une période d'acquisition de trois ans (sans période de conservation) pour le solde (ces actions ont été attribuées le 6 juillet 2020). Le conseil de surveillance dans sa séance du 6 juillet 2017 a décidé que les actions attribuées gratuitement aux membres du directoire devront être conservées à hauteur de 10% au nominatif pour chaque attributaire jusqu'à la cession de ses fonctions.

(2) Il s'agit du nombre total d'actions gratuites pouvant être attribuées à Messieurs Rosset et Lesteven au titre des trois périodes d'acquisition rappelées à la note (1) .

(3) Nombre d'actions attribuées définitivement au titre de la troisième période d'acquisition rappelée à la note (1).

(4) Actions devenues caduques suite aux départs des bénéficiaires au titre de la troisième période d'acquisition rappelée à la note (1).

(5) sous réserve de la présence du bénéficiaire au sein du groupe, étant précisé qu'une période de conservation d'un an est prévue.

(6) sous réserve de la présence du bénéficiaire au sein du groupe, étant précisé qu'aucune période de conservation n'est prévue.

(7) Il est précisé que le conseil de surveillance dans sa séance du 25 juillet 2019 a décidé que les membres du directoire devront conserver au nominatif au moins 10 % des actions de performance qui leur ont été attribuées au titre de chaque tranche, et ce, jusqu'à l'expiration de leur mandat ou de tout autre mandat, au sein de la Société.

(8) sous réserve de la présence du bénéficiaire au sein du groupe et de la réalisation de conditions de performance, étant précisé qu'une période de conservation d'un an est prévue.

(9) sous réserve de la présence du bénéficiaire au sein du groupe et de la réalisation de conditions de performance, étant précisé qu'aucune période de conservation n'est prévue.

## **X. NOMBRE D' ACTIONS ACHETÉES ET VENDUES AU COURS DE L' EXERCICE PAR LA SOCIÉTÉ DANS LE CADRE DES ARTICLES L.22-10-62 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE**

Le Directoire a été autorisé par l'Assemblée Générale Mixte des 6 juin 2019 et 10 juin 2020, pour une période de dix-huit mois, à procéder à l'achat des actions de la société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social.

Au cours de l'exercice écoulé, la société a procédé aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, dans les conditions suivantes :

- Nombre d'actions achetées : **52 466**  
Cours moyen des achats : **14.30320**
- Nombre d'actions vendues : **52 994**  
Cours moyen des ventes : **14.39102**
- Montant total des frais de négociation : **3 641.54 € (TTC)**

Au 31 décembre 2020, la société détenait 22 588 actions propres (soit 0,39 % du capital) dont la valeur évaluée au cours de clôture (20,90 €) s'établit à 472.089,20 € et la valeur nominale à 2.258,80 €. La société détenait également 153 897,62 € en espèces à cette date sur le compte de liquidité, ainsi que 499 400.39 € sur le compte de rachat d'actions.

100% des acquisitions effectuées au cours de l'exercice écoulé (soit 52 544 actions représentant 0,90 % du capital), l'ont été pour répondre à l'objectif d'animation du titre. A cet effet, la société WALLIX GROUP a poursuivi le contrat de liquidité conclu, le 19 juillet 2015 et renouvelé le 4 mars 2019, avec Louis Capital Markets. Il est rappelé que lors de la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 euros en espèces avaient été affectés au compte de liquidité.

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 juin 2020 expirant le 10 décembre 2021, il est proposé à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires de la renouveler dans les conditions décrites ci-après.

## **XI. AUTORISATION DE METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS ET DE REDUIRE LE CAPITAL PAR ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DETENUES (ARTICLE L. 22-10-62 DU CODE DE COMMERCE)**

Nous vous proposons de conférer au Directoire, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 10 juin 2020 dans sa huitième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action WALLIX GROUP par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation en vigueur,
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,

- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 juin 2021 dans sa sixième résolution à caractère extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Directoire appréciera.

Ces opérations pourraient être effectuées en période d'offre publique.

La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 50 euros par action et, en conséquence, le montant maximal de l'opération à 29 318 950 euros.

En conséquence de l'objectif d'annulation, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le Directoire, pour une durée de 24 mois, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital, calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédant, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de son programme de rachat et à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Directoire disposerait donc des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière.

## **XII. DELEGATIONS FINANCIERES**

Le Directoire souhaite pouvoir disposer des délégations nécessaires pour procéder s'il le juge utile à toutes émissions qui pourraient s'avérer nécessaires dans le cadre du développement des activités de la Société. C'est la raison pour laquelle, il est demandé aux actionnaires de bien vouloir renouveler les délégations dont il disposait et qui arrivent à échéance dans les conditions présentées ci-après.

**Délégation de compétence en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de bénéficiaires**

Cette délégation a pour objet de conférer au Directoire, avec faculté de subdélégation, toute latitude pour procéder aux époques de son choix à l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre au profit d'une catégorie de personnes pendant une période de 18 mois.

Conformément à la loi, les valeurs mobilières à émettre pourraient donner accès à des actions ordinaires de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social de notre Société ou de toute société dont notre Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription afin de permettre à la catégorie de bénéficiaires suivante de souscrire à l'augmentation de capital qui leur serait réservée : des personnes morales de droit français ou étranger (dont holdings, entités, sociétés d'investissement, fonds communs de placement ou fonds gestionnaires d'épargne collective) ou des personnes physiques et investissant à titre habituel dans des sociétés cotées opérant dans les domaines ou secteurs informatiques, systèmes informatiques et des réseaux, télécoms, infrastructures réseaux, internet, cryptographie, sécurité informatique, équipementiers informatiques, systèmes d'information, pour un montant de souscription individuel minimum de 100 000 € par opération ou la contre-valeur de ce montant et avec un nombre d'investisseur limité à 50 ; étant précisé que le Directoire fixera la liste précise des bénéficiaires au sein de cette catégorie de bénéficiaires ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux.

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, ne pourrait être supérieur à 300.000 euros. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'imputerait sur le plafond du montant nominal des actions susceptibles d'être émises sur la base de la délégation permettant d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription et avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public (y compris par une offre visée au 1° de l'article L.411-2 du code monétaire et financier) approuvées par l'assemblée générale mixte du 10 juin 2020.

Le montant nominal des titres de créances sur la Société susceptibles d'être émis ne pourrait être supérieur à 20 millions d'euros.

Ce montant s'imputerait sur le plafond du montant nominal des titres de créances susceptibles d'être émis sur la base de la délégation permettant d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription et avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public (y compris par une offre visée au 1° de l'article L.411-2 du code monétaire et financier) approuvées par l'assemblée générale mixte du 10 juin 2020.

La somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, serait fixée par le Directoire de la façon suivante : conformément aux dispositions de l'article L 225-136 2° du Code de commerce, le prix des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, serait au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation diminuée, le cas échéant, d'une décote maximal de 20%, après correction de cette moyenne en cas de différence sur les dates de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue par elle lors de l'exercice ou de la conversion des valeurs mobilières, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission des actions ordinaires défini ci-dessus.

Cette décote de 20% permettrait au directoire après autorisation préalable du conseil de surveillance de bénéficier d'une plus grande flexibilité pour la fixation du prix de souscription des actions en fonctions des opportunités de marché.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Directoire pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, étant précisé qu'en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières dont le titre primaire est une action, le montant des souscriptions devrait atteindre au moins les  $\frac{3}{4}$  de l'émission décidée pour que cette limitation soit possible,
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

## **Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires**

Nous vous proposons, dans le cadre de la délégation précitée avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes, de conférer au Directoire la faculté d'augmenter, dans les conditions et limites fixées par les dispositions légales et réglementaires, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale.

## **Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital au profit des adhérents d'un PEE**

Nous soumettons à votre vote la présente résolution, afin d'être en conformité avec les dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, aux termes duquel l'Assemblée Générale Extraordinaire doit également statuer sur une résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, lorsqu'elle délègue sa compétence pour réaliser une augmentation de capital en numéraire.

Dans le cadre de cette délégation, nous vous proposons d'autoriser le Directoire, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail.

En application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, le Directoire pourrait prévoir l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale supprimerait le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui pourraient être réalisées par utilisation de l'autorisation serait de 0,50% du montant du capital social atteint lors de la décision du Directoire de réalisation de cette augmentation, étant précisé que ce montant serait indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société.

Cette délégation aurait une durée de 26 mois.

Il est précisé que, le prix des actions à souscrire serait déterminé conformément aux méthodes indiquées à l'article L. 3332-20 du Code du travail.

Le Directoire aurait tous pouvoirs pour :

- procéder aux évaluations à faire afin d'arrêter, à chaque exercice sous le contrôle du commissaire aux comptes, le prix de souscription ;
- attribuer gratuitement des actions de la société ou d'autres titres donnant accès au capital, dans la limite de l'avantage fixé par la loi et déterminer le nombre et la valeur des titres qui seraient ainsi attribués.

Le Directoire disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, avec faculté de subdélégation, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

**Délégation en vue d'émettre des bons de souscription d'actions (BSA), des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes (BSAANE) et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables (BSAAR)**

Nous avons décidé de vous soumettre un projet de résolution portant sur une délégation à donner au Directoire en vue d'émettre au profit d'une catégorie de personnes :

- des bons de souscription d'actions (BSA),
- des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes (BSAANE),
- des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables (BSAAR).

Cette délégation serait consentie pour une durée de dix-huit mois, à compter du jour de l'Assemblée et présenterait les caractéristiques précisées ci-après.

Si cette délégation est utilisée par le Directoire, ce dernier établira conformément à l'article L.225-138 du Code de commerce, un rapport complémentaire, certifié par le commissaire aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération.

**- Motifs de la délégation d'émission de BSA, BSAANE, BSAAR, de la suppression du droit préférentiel de souscription et caractéristiques de la catégorie de personnes**

Il vous est proposé une délégation permettant l'émission de BSA, BSAANE et/ou BSAAR pour les motifs suivants : afin de permettre à (i) aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou d'une société du groupe au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce et/ou (ii) à des prestataires ou consultants ayant signé un contrat avec la Société ou une société du groupe au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce d'être intéressés à l'évolution du cours de l'action, à condition d'accepter de prendre un risque en souscrivant le bon.

Dans cette optique, nous vous proposons de décider la suppression de votre droit préférentiel de souscription au profit de la catégorie de personnes présentant les caractéristiques suivantes dans les conditions de l'article L. 225-138 du Code de commerce :

- (i) les salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou d'une société du groupe au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce ; et/ou
- (ii) les prestataires ou consultants ayant signé un contrat avec la Société ou une société du groupe au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Il appartiendrait au Directoire, avec faculté de subdélégation, mettant en œuvre la délégation de fixer la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie de personnes définie ci-dessus et le nombre de bons à attribuer à chacun d'eux.

**Il est précisé que les membres du Directoire, Messieurs Jean-Noël de Galzain, Amaury Rosset et Didier Lesteven, seront exclus du vote de cette résolution.**

**- Caractéristiques des BSA, BSAANE et BSAAR susceptibles d'être émis**

Les BSA, BSAANE et/ou BSAAR pourraient être émis en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques déterminés par le Directoire et donnerait droit de souscrire et/ou d'acheter à des actions WALLIX GROUP à un prix fixé par le Directoire lors de la décision d'émission selon les modalités de fixation du prix définies ci-après.

La délégation emporterait ainsi renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société susceptibles d'être émises sur exercice des bons au profit des titulaires de BSA, BSAANE et/ou BSAAR.

Les caractéristiques des BSA, BSAANE et/ou BSAAR pouvant être émis en vertu de la délégation seraient fixées par le Directoire lors de leur décision d'émission.

Ce dernier aurait tous les pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et prévues ci-dessus, pour procéder aux émissions de BSA, BSAANE et/ou BSAAR et notamment fixer la liste précise des bénéficiaires au sein de la catégorie de personnes définie ci-dessus, la nature et le nombre de bons à attribuer à chacun d'eux, le nombre d'actions auxquelles donnerait droit chaque bon, le prix d'émission des bons et le prix de souscription et ou d'acquisition des actions auxquelles donneraient droit les bons dans les conditions prévues ci-dessus, étant précisé que le prix d'émission des bons sera établi selon des conditions de marché et à dire d'expert, les conditions et délais de souscription et d'exercice des bons, leurs modalités d'ajustement, et plus généralement l'ensemble des conditions et modalités de l'émission.

**- Prix de souscription et/ou d'acquisition des actions sur exercice des BSA, BSAANE et/ou BSAAR**

Le prix de souscription et/ou d'acquisition des actions auxquelles donneraient droit les bons serait au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action WALLIX GROUP aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des bons.

Ce prix serait déterminé par le Directoire, avec faculté de subdélégation, décidant l'émission des bons.

**- Montant maximal de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA, BSAANE et/ou BSAAR qui pourraient être attribués en vertu de la délégation**

Le montant nominal global des actions auxquels les bons émis en vertu de la présente délégation sont susceptibles de donner droit ne pourrait être supérieur à 2% du capital social existant au jour de la présente Assemblée ; étant précisé que ce plafond serait indépendant de tout autre plafond prévu par la présente assemblée. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de BSA, BSAANE, BSAAR.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Directoire pourra utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions,
- répartir librement, au sein de la catégorie de personnes ci-dessus définie, tout ou partie des BSA, BSAANE, BSAAR non souscrits.

A cet égard, le Directoire aurait tous pouvoirs avec faculté de subdélégation pour constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA, BSAANE et/ou BSAAR et procéder à la modification corrélative des statuts. Il pourrait à sa seule initiative, avec faculté de subdélégation, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

**Délégation à donner au conseil de surveillance en vue de mettre en harmonie les statuts avec les dispositions législatives et réglementaires**

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au conseil de surveillance afin de mettre les statuts en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Votre Directoire vous invite à approuver par votre vote, le texte des résolutions qu'il vous propose.

Le Directoire

**ANNEXE 1 : TABLEAU DU RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

	<b>2020</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	586 380	581 425	575 250	404 471	400 799
Nombre d'actions émises	5 863 799	5 814 247	5 752 502	4 044 710	4 007 990
Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>Opérations et résultats</b>					
Chiffre d'affaires HT	183 164	276 670	481 857	509 982	455 335
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	(4 885 082)	( 5 654 238)	(2 213 137)	(900 481)	(1 014 042)
Impôts société	780	(830)	3 044	4 541	
Résultat après impôt, participation, dotation Amortissements et provisions	(5 065 382)	(5 801 090)	(2 060 401)	(1 146 386)	(1 057 788)
Montants des bénéfices distribués					
Participation des salariés					
<b>Résultat par action</b>					
Bénéfice après impôt, avant amort. & provisions					
Bénéfice après impôt, amort. & provisions					
Dividende versé à chaque action					
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés	4	4	4	5	5
Masse salariale	574 832	535 876	811 540	545 815	444 099
Sommes versées en charges patronales (cpte 645)	292 266	234 822	488 082	221 368	190 640



**ANNEXE 2 -TABLEAU DE SYNTHESE DES OPERATIONS SUR TITRES DES MANDATAIRES SOCIAUX, DES RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU ET DE LEURS PROCHES REALISEES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020 (Articles L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et 223-26 du RG AMF)**

Nom et prénom	Didier Lesteven
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du Directoire
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	-
Description de l'instrument financier	Actions
<b>Cessions d'instruments financiers :</b> Montant total des cessions	Cession de 8 209 actions à un prix moyen de 17,28 euros soit un montant global de 141 829 euros
<b>Acquisitions d'instruments financiers :</b> Montant total des acquisitions	-



## Etats Financiers Consolidés

31 décembre 2020

250 Bis rue du Faubourg Saint Honoré

75008 PARIS

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>BILAN CONSOLIDÉ</b>	<b>4</b>
<b>ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES</b>	<b>8</b>
<b>1 – ACTIVITE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS</b>	<b>8</b>
• ACTIVITE DU GROUPE	8
• CONTINUITE D'EXPLOITATION ET DE FINANCEMENT	9
• FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE	9
• EVENEMENTS POST-CLOTURE	9
<b>2 – REFERENTIEL COMPTABLE ET MODALITES DE CONSOLIDATION</b>	<b>10</b>
• DECLARATION DE CONFORMITE DU REFERENTIEL DU GROUPE	10
• BASE DE CONSOLIDATION	10
• CHANGEMENT DE METHODE	10
• JUGEMENT ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION DU GROUPE	10
• METHODES DE CONSOLIDATION	11
• ELEMENTS NOTABLES SUR LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
• ENTITES APPARTENANT AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
• MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRESENTATION	11
• DATE D'ARRETE DES COMPTES	11
• CONVERSION DES COMPTES EXPRIMES EN DEVISES	12
• ELIMINATION DES OPERATIONS INTERNES AU GROUPE	12
<b>3 – METHODES ET REGLES D'EVALUATION</b>	<b>13</b>
• IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13
• GENERALITE	13
• FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	14
• IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
• IMMOBILISATIONS FINANCEES EN CREDIT-BAIL	15
• IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15
• DEPRECIATION DES ACTIFS	15
• PROVISIONS POUR RISQUES	16
• STOCKS	16
• CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	16
• VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	16
• OPERATIONS EN DEVISES	17

• ENGAGEMENTS DE RETRAITES	17
• IMPOTS EXIGIBLES ET DIFFERES	17
• INFORMATION SECTORIELLE	18
• CREDIT D'IMPOT RECHERCHE ET SUBVENTION D'EXPLOITATION	18
• CREDIT D'IMPOT RECHERCHE ET AUTRES SUBVENTIONS	19
• SUBVENTIONS D'EXPLOITATION RETRAITEES EN PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (PCA) :	20
• RESULTAT EXCEPTIONNEL	20
• RESULTAT PAR ACTION	20
<b>4 – NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES</b>	<b>21</b>
NOTE 1 - CAPITAL	21
• COMPOSITION DU CAPITAL	21
• ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS A EMETTRE	21
NOTE 2 - ECART D'ACQUISITION	22
NOTE 3 - IMMOBILISATIONS & AMORTISSEMENTS	23
• SYNTHESE	23
• IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23
• IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23
• IMMOBILISATIONS FINANCIERES	24
NOTE 4 - CREANCES	24
• PROVISION SUR ACTIF CIRCULANT	25
NOTE 5 - PROVISIONS	25
• PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25
NOTE 6 - DETTES FINANCIERES	26
NOTE 7 - DETTES D'EXPLOITATION	27
NOTE 8 - CHIFFRE D'AFFAIRES	28
NOTE 9 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	29
NOTE 10 - CHARGES DE PERSONNEL	29
NOTE 11 - RESULTAT FINANCIER	30
NOTE 12 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	30
NOTE 13 - ANALYSE DE L'IMPOT	31
NOTE 14 - REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	32
NOTE 15 - HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	33
NOTE 16 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	33

## BILAN CONSOLIDÉ

En Milliers d'Euros

ACTIF	Note	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition	2	4 189	4 189
Immobilisations incorporelles	3	9 566	7 942
Immobilisations corporelles	3	1 128	987
Immobilisations financières	3	453	402
<b>Actif immobilisé</b>		<b>15 336</b>	<b>13 521</b>
Stocks		2	34
Clients et comptes rattachés	4	9 905	7 591
Autres créances et comptes de régularisation	4	4 493	4 929
Actif d'impôts différés	13		
Trésorerie et VMP	TFT	23 207	29 317
<b>Actif circulant</b>		<b>37 607</b>	<b>41 870</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>52 943</b>	<b>55 391</b>

PASSIF	Note	31/12/2020	31/12/2019
Capital		586	581
Primes		49 528	49 528
Réserves consolidées		-17 255	-10 521
Ecart de conversion		82	-9
<b>Résultat part du groupe</b>		<b>-7 319</b>	<b>-6 845</b>
Actions propres		-308	-580
<b>Capitaux propres</b>	<b>1</b>	<b>25 315</b>	<b>32 155</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>			
Provisions pour risques et charges	5	1 201	911
Passif d'impôts différés	13		
Emprunts et dettes financières	6	3 791	3 903
Fournisseurs et comptes rattachés	7	1 640	1 520
Autres dettes et comptes de régularisation	7	20 996	16 901
<b>Total du passif</b>		<b>52 943</b>	<b>55 391</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

En Milliers d'Euros

	Note	31/12/2020	31/12/2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8</b>	<b>20 072</b>	<b>16 335</b>
Autres produits d'exploitation	<b>9</b>	5 529	4 196
Achats & variations de stocks		-289	-422
Autres charges d'exploitation		-7 842	-7 158
Impôts et taxes		-603	-367
Charges de personnel	<b>10</b>	-20 941	-16 304
Dotations aux amortissements et aux provisions		-3 237	-3 117
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-7 312</b>	<b>-6 837</b>
Charges et produits financiers	<b>11</b>	-28	-5
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		<b>-7 339</b>	<b>-6 842</b>
Charges et produits exceptionnels	<b>12</b>	40	-2
Impôts sur les résultats	<b>13</b>	-20	
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>-7 319</b>	<b>-6 845</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>-7 319</b>	<b>-6 845</b>
Intérêts minoritaires			
<b>Résultat net (Part du groupe)</b>		<b>-7 319</b>	<b>-6 845</b>
Résultat par action (en euros)		-1,254	-1,188
Résultat dilué par action (en euros)		-1,254	-1,188
Nombre d'actions à la clôture		5 863 799	5 814 247
Nombre moyen pondéré d'action sur la période		5 836 594	5 759 429

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>-7 319</b>	<b>-6 845</b>
- Amortissements et provisions (1)	3 169	2 868
- Variation des impôts différés		
- Plus-values de cession d'actif	-8	-6
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>-4 158</b>	<b>-3 982</b>
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	3 267	914
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>-891</b>	<b>-3 068</b>
- Acquisitions d'immobilisations	-5 621	-3 984
- Cessions d'immobilisations	414	162
- Incidence des variations de périmètre (3)		-2 361
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-5 206</b>	<b>-6 183</b>
- Augmentation de capital en numéraire et primes d'émission		108
- Emissions d'emprunts	487	2 731
- Remboursements emprunts	-600	-673
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-113</b>	<b>2 167</b>
- Incidence des variations de change	99	1
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>-6 111</b>	<b>-7 084</b>
Trésorerie d'ouverture	29 316	36 400
Trésorerie de clôture	23 205	29 316

(1) hors provisions sur actif circulant

(2) essentiellement variation des créances et des dettes liées à l'activité

(3) Prix d'achat des titres diminué de la trésorerie acquise

### Analyse de la trésorerie de clôture

Valeurs mobilières de placement	993	993
Disponibilités	22 214	28 324
Découverts bancaires	-2	-1
<b>Trésorerie nette</b>	<b>23 205</b>	<b>29 316</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En Milliers d'Euros

	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Ecart de conversion	Titres en auto contrôle	TOTAL
<b>Situation nette au 30 décembre 2018</b>	<b>575</b>	<b>49 441</b>	<b>-7 264</b>	<b>-3 288</b>	<b>-6</b>	<b>-114</b>	<b>39 344</b>
Variation de capital de l'entreprise consolidante	6	87					93
Affectation des réserves			-3 288	3 288			
<b>Résultat</b>				<b>-6 845</b>			<b>-6 845</b>
Variation des écarts de conversion					-3		-3
Acquisition ou cession de titre en autocontrôle			16			-466	-450
Autres variations			15				15
<b>Situation nette au 31 décembre 2019</b>	<b>581</b>	<b>49 528</b>	<b>-10 521</b>	<b>-6 845</b>	<b>-9</b>	<b>-580</b>	<b>32 155</b>
Variation de capital de l'entreprise consolidante	5		-5				
Affectation des réserves			-6 845	6 845			
<b>Résultat net (part du groupe)</b>				<b>-7 319</b>			<b>-7 319</b>
Variation des écarts de conversion					91		91
Acquisition ou cession de titre en autocontrôle (1)			116			272	388
Autres variations							
<b>Situation nette au 31 décembre 2020</b>	<b>586</b>	<b>49 528</b>	<b>-17 255</b>	<b>-7 319</b>	<b>82</b>	<b>-308</b>	<b>25 315</b>

(1) Les 116 k€ correspondent à la neutralisation du boni/mali sur actions propres



# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

## 1 – Activité et Evénements significatifs

### ➤ Activité du Groupe

Historiquement présent dans les services opérés de sécurité (architecture, déploiement, exploitation et support), le Groupe est devenu un éditeur de logiciels de sécurité informatique. Le Groupe accompagne les entreprises dans leur gestion des accès aux équipements et applications. Ses solutions sont distribuées à travers un réseau de revendeurs et intégrateurs formés et certifiés. Les solutions commercialisées par le groupe sont les suivantes :

**WALLIX Bastion** : suite logicielle de sécurisation des accès à privilèges pour le contrôle des actions réalisées sur le Système d'Information (SI).

**WALLIX Trustelem** : plateforme de services pour unifier, sécuriser et simplifier les accès des utilisateurs à leurs applications d'entreprises.

**WALLIX BestSafe** : solution de protection des endpoints (postes bureautiques ou PC personnel) en éliminant les risques liés aux utilisateurs surprivilégiés et évitant la propagation des attaques par malwares.

**WALL4IOT** : solutions pour la sécurité des équipements industriels dans les systèmes IoT, afin d'accompagner les entreprises dans leur transformation digitale vers l'industrie 4.0 et l'internet des objets (IOT).

La société mère WALLIX Group réalise l'activité historique du Groupe, soit l'activité Services (hébergement sécurisé d'applications sensibles). Cette activité est peu significative à l'échelle de l'activité du groupe.

La filiale française WALLIX Sarl a pour activité l'édition de logiciels de sécurité informatique, elle commercialise l'ensemble des solutions du groupe.

La filiale américaine WALLIX US Corp a pour activité la commercialisation de l'ensemble des solutions du groupe auprès des acteurs Nord-américain.

La filiale Canadienne, CYBERSECURITE WALLIX CANADA Inc, réalise des prestations de support pour l'ensemble des clients du groupe.

La filiale Espagnole, WALLIX Iberica a pour activité l'édition de logiciels de sécurité informatique ainsi que la commercialisation de l'ensemble des solutions du groupe dans le monde hispanique.

## ➤ Continuité d'exploitation et de financement

Le Groupe exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible et effectue un suivi régulier de ses sources de financement afin d'assurer une liquidité suffisante à tout moment.

L'endettement financier du Groupe est présenté à la Note 6.

Les besoins de trésorerie de la Société ont été jusqu'à présent couverts principalement par des opérations d'augmentations de capital et d'emprunts bancaires, ainsi que par le crédit impôt-recherche.

Au regard de ces différentes sources de financement, ainsi que de ses objectifs de croissance de chiffre d'affaires et de ses prévisions de trésorerie, la Société estime être en mesure de faire face à ses engagements à un horizon de 12 mois à compter de la date d'arrêté des présents comptes consolidés.

## ➤ Faits majeurs de l'exercice

Durant toute la période de confinement que nous avons traversée, WALLIX a proposé la gratuité des licences d'accès à distance de sa suite logicielle de gestion des comptes à privilèges WALLIX Bastion.

WALLIX est nommé parmi les leaders du PAM dans le rapport de l'analyste KuppingerCole 2020 Leadership Compass for Privileged Access Management. (Une version gratuite de l'ensemble du rapport de KuppingerCole est accessible ici : <https://www.wallix.com>)

À l'International, WALLIX a poursuivi ses investissements réalisés dans le cadre du plan stratégique avec le développement de ses bureaux (Allemagne, Royaume-Uni et Espagne) et l'enrichissement de son réseau de partenaires sur ses marchés cibles (Italie).

WALLIX a enregistré un chiffre d'affaires de 20,1 M€ au titre de l'exercice 2020, en croissance de +23% par rapport à 2019. Cette bonne performance, dans un contexte toujours pénalisé par les répercussions de la crise sanitaire, reflète une forte dynamique au second semestre (+33% par rapport au S2 2019), portée par l'international et les secteurs sensibles comme la santé et l'industrie.

## ➤ Événements post-clôture

WALLIX GmbH, filiale de WALLIX Groupe à 100%, est opérationnelle depuis le 01/01/2021, cette entité a pour activité la commercialisation de l'ensemble des solutions du groupe auprès des acteurs Allemands.

## 2 – Référentiel comptable et modalités de consolidation

### ➤ Déclaration de conformité du référentiel du groupe

En application des principes français prévus par les dispositions du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, relatives aux comptes consolidés des sociétés commerciales et modifié par les règlements CRC n°2000-07, n° 2002-10, n° 2002-12, n° 2004-03, n° 2004-14 et n° 2005-10, WALLIX GROUP a établi des comptes consolidés au titre des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020.

### ➤ Base de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de WALLIX GROUP ainsi que ses filiales au 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 sur la base de méthodes comptables homogènes et selon la convention du coût historique.

### ➤ Changement de méthode

Aucun changement de méthode comptable n'a eu lieu sur l'exercice.

### ➤ Jugement et estimations de la direction du Groupe

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables aux vues des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Elles concernent principalement l'appréciation de la valeur des actifs immobilisés, notamment les frais de recherche et développement activés, et des actifs d'exploitation.

## ➤ Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés détenues directement par WALLIX GROUP sont consolidées. Le contrôle exercé peut être exclusif, conjoint ou par influence notable.

La méthode de consolidation est déterminée en fonction du contrôle exercé.

- **Contrôle exclusif** : le contrôle exclusif est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement un pourcentage de contrôle supérieur à 50%, sauf s'il est clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque le Groupe détient la moitié ou moins des droits de vote d'une entreprise, mais qu'il dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise, de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de décision équivalent. La méthode retenue est l'intégration globale.

Les sociétés du périmètre du Groupe sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

## ➤ Eléments notables sur le périmètre de consolidation

Toutes les sociétés détenues directement ou indirectement par WALLIX GROUP sont consolidées.

## ➤ Entités appartenant au périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Siège social	SIREN	Méthode	% de contrôle 31 Décembre 2020	% de contrôle 31 décembre 2019
Wallix GROUP	France	250 Bis rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS	428 753 149	IG	Mère	Mère
Wallix	France	250 Bis rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS	450 401 153	IG	100%	100%
Wallix CA	Canada	1200-1981 Av McGill College - Montréal Québec	1 173 941 643	IG	100%	100%
Wallix US	Etats-Unis	60 Broad Street - Suite 3502 NEW YORK 10004		IG	100%	100%
Wallix IBERICA	Espagne	Calle copenhagen, 12, 28232 Las Rozas, Madrid, Espagne		IG	100%	100%
Wallix GMBH	Allemagne	PRINZREGENTENSTRASSE 91 81677 München		IG	100%	

IG = Intégration Globale

Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale à 100%.

## ➤ Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales WALLIX SARL, WALLIX IBERICA, WALLIX GMBH. La monnaie fonctionnelle de WALLIX U.S. CORP est le dollar et celle de WALLIX CANADA est le dollar canadien.

Les montants dans les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

## ➤ Date d'arrêt des comptes

L'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation arrêtent leurs comptes annuels au 31 décembre et leurs comptes semestriels au 30 juin.

### ➤ Conversion des comptes exprimés en devises

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture, à l'exception des capitaux propres qui sont maintenus au taux de change historique.

Les comptes de résultat en devises sont convertis au taux moyen annuel. Les écarts de conversion résultant de ces différents taux sont comptabilisés dans les capitaux propres sous la rubrique « Réserves de conversion ».

Les cours utilisés pour la filiale **WALLIX US** sont les suivants (contre-valeur en euros) :

Date de clôture	Taux Moyen	Taux de clôture
31/12/2019	1,1196	1,1234
31/12/2020	1,1413	1,2271

Les cours utilisés pour la filiale **WALLIX CANADA** sont les suivants (contre-valeur en euros) :

Date de clôture	Taux Moyen	Taux de clôture
31/12/2019	1,4857	1,4598
31/12/2020	1,5294	1,5633

### ➤ Elimination des opérations internes au groupe

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les entreprises consolidées par intégration globale sont éliminés.

De même, les résultats internes au groupe (provisions pour risques et charges constituées en raison des pertes subies par les entreprises consolidées) sont neutralisés. L'élimination des résultats internes est répartie entre la part groupe et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé les résultats.

Les pertes résultant des opérations intra-groupes entre les entreprises intégrées ne sont éliminées que dans la mesure où elles ne nécessitent pas une dépréciation.

## 3 – Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis dans le respect des principes comptables :

- ✓ de continuité d'exploitation,
- ✓ d'indépendance des exercices,
- ✓ et de permanence des méthodes.

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles OUI - NON - N/A	
Comptabilisation des contrats de location-financement	OUI
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	OUI
Etalement des frais d'émission et primes et remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	OUI
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	OUI
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	OUI

### ➤ Immobilisations incorporelles

#### ■ Généralité

##### Ecarts d'acquisition :

Le Groupe procède à l'affectation des écarts d'acquisition relatifs aux opérations d'acquisition avant la fin du premier exercice social suivant la date d'acquisition, en s'assurant de disposer du recul nécessaire pour les évaluations. Les affectations interviennent donc vers la fin du délai impart.

Les prises de contrôle exclusif sont comptabilisées selon la méthode générale de la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition et les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise évalués à leur juste valeur constitue l'écart d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres correspond au prix d'acquisition augmenté des coûts directs liés à l'acquisition, pour leur montant net d'impôt.

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur.

Les écart d'acquisition doivent être testés au minimum sur une base annuelle et à chaque fois qu'il y a un indice de perte de valeur, susceptible d'engendrer une dépréciation. Cette dépréciation est définie comme la différence entre la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et sa valeur comptable. La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, diminuée des coûts de sortie, et la valeur d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif). Ces flux de trésorerie futurs sont fondés sur des hypothèses d'évolution du budget prévisionnel de l'exercice N+1 validé par le management. L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût du capital avant impôt du Groupe. Ces tests de dépréciation sont effectués une fois par an.

Les tests de dépréciation visent à s'assurer que la valeur nette comptable des actifs des écarts d'acquisition n'est pas supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable retenue est la valeur d'utilité des actifs testés.

Des tests de dépréciation ont été réalisés dans le cadre de la clôture des comptes. Les tests ont consisté à remettre à jour les principales hypothèses sous tendant l'évaluation des écarts d'acquisition.

#### **Autres immobilisations incorporelles :**

Les actifs incorporels identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. Les actifs incorporels sont considérés comme identifiables, s'ils résultent de droits contractuels ou légaux ou s'ils sont séparables.

Les autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test annuel de dépréciation et lors de l'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles correspondent à des frais de recherche et développement, des concessions, brevets, licences et des fonds de commerce. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : de 1 à 5 ans ;
- pour les frais de développement : sur 5 ans à partir de l'année suivant l'activation.

A chaque clôture, l'entreprise s'assure qu'il n'existe pas d'indicateurs susceptibles de laisser penser qu'un actif a perdu de la valeur. Toute différence positive entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle constitue le montant de la dépréciation au titre de l'exercice.

#### **■ Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Ils concernent le développement de fonctionnalités du logiciel du groupe qui est destiné à un usage commercial, et sont composés pour l'essentiel des coûts de personnel qui sont évalués en fonction des heures travaillées sur les projets de développement.

Les dépenses de développement sur un projet individuel sont activées quand la faisabilité du projet et sa rentabilité peuvent raisonnablement être considérées comme assurées.

En application de ce qui précède, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la disponibilité des ressources pour mener le projet à son terme ;
- qu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement immobilisés sont amortis sur 5 ans.

### ➤ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties selon les durées moyennes suivantes :

- |                                  |                        |
|----------------------------------|------------------------|
| - Agencement et installations    | 10 ans en linéaire     |
| - Matériel et mobilier de bureau | 5 à 10 ans en linéaire |
| - Matériel informatique          | 3 à 5 ans en linéaire  |

### ➤ Immobilisations financées en crédit-bail

Les immobilisations financées par crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan pour leur valeur stipulée au contrat. Elles sont amorties selon les mêmes règles que si elles avaient été acquises en pleine propriété.

Ces immobilisations sont considérées comme achetées à crédit ; la dette correspondante est ainsi inscrite au passif et fait l'objet d'une charge financière.

### ➤ Immobilisations financières

Les immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciées pour tenir compte de leur valeur d'inventaire à la date de clôture.

### ➤ Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un quelconque indice démontrant que la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles est susceptible d'être remise en cause à la clôture, un test de dépréciation est effectué.

La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle et une dépréciation



est comptabilisée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage. Cette dernière est calculée par une approche multicritère, notamment en fonction des flux nets de trésorerie attendus de ces actifs.

### ➤ Provisions pour risques

Les provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sans contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime de tiers concernés par le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée. Une information est alors fournie en annexe.

### ➤ Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode « premier entré, premier sorti ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais d'accessoires.

Le cas échéant, les stocks ont été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

### ➤ Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des pertes de valeur sont comptabilisées en résultat au titre des montants estimés irrécouvrables, lorsqu'il existe des indications objectives que l'actif a perdu de sa valeur.

### ➤ Valeurs mobilières de placement

Les titres de placement sont inscrits à leur coût d'achat. Ils font l'objet d'une dépréciation dans le cas où leur valeur de réalisation à la clôture, généralement déterminée par référence au cours de la bourse ou à leur valeur liquidative est inférieure au coût d'acquisition.

## ➤ Opérations en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties sur la base du taux de change de clôture.

## ➤ Engagements de retraites

L'évaluation des engagements de retraite est effectuée par la méthode actuarielle préférentielle, telle que recommandée par le Conseil National de la Comptabilité- n° 2013-R 02.

La provision pour engagements de retraite au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements.

Les variations d'hypothèses actuarielles sont comptabilisées en résultat.

Les critères qui ont été retenus pour les calculs sont les suivants :

- Paramètres économiques :
  - Revalorisation annuelle des salaires de 1,5%,
  - Taux d'actualisation retenu de 0,34%.
- Paramètres sociaux :
  - Départ volontaire à 65 ans,
  - Taux de charges sociales moyen de 42.5% chez Wallix Group et 47 % chez Wallix SARL
  - Convention collective : SYNTEC Bureaux d'études
- Paramètres techniques :
  - Table de turn-over retenu : DARES R&D (3 % en dégressif)
  - Table de mortalité : INSEE 2018

Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées en provisions.

## ➤ Impôts exigibles et différés

L'impôt sur le résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt exigible et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs

imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé.

Les effets de variations de taux d'impôt et/ou de changement de règles fiscales sur les actifs et passifs d'impôts différés existants affectent le résultat de l'exercice.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler les actifs et passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net.

### ➤ Information sectorielle

Un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles. La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle utilisée par le management en matière de reporting interne.

Le management considère que le Groupe se compose d'un unique secteur d'activité, correspondant à l'édition de logiciels.

La ventilation effectuée du chiffre d'affaires par zone géographique correspond à la zone géographique d'origine du client, l'ensemble des moyens de production étant concentré au siège social à Paris. La direction n'a par conséquent pas jugé pertinent de procéder à une ventilation des actifs employés ou du résultat d'exploitation par zone géographique, dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas représentatifs de l'organisation effective du Groupe et ne sont pas suivis dans le cadre du reporting interne utilisé par la direction.

### ➤ Crédit d'impôt recherche et subvention d'exploitation

Dans le cadre de ses projets de développement, le groupe WALLIX bénéficie de crédits d'impôt en faveur de la recherche (CIR) ainsi que de subventions d'exploitations.

A cet effet, il a constaté dans ses comptes :

En Milliers d'Euros	31/12/2020	31/12/2019
CIR retraité en produits constatés d'avance	1 094	741
CIR retraité en subvention d'exploitation	448	468
<b>Crédit d'impôt Recherche</b>	<b>1 542</b>	<b>1 209</b>

Les subventions d'exploitation sont ventilées comme suit :

En Milliers d'Euros	31/12/2020	31/12/2019
Subv. Retraitées en produits constatés d'avance	226	183
Subvention non retraitées	57	82
<b>Subvention d'exploitation</b>	<b>283</b>	<b>264</b>

■ Crédit d'impôt recherche et autres subventions

Le Groupe a poursuivi ses efforts en recherche et développement. Une partie de ses dépenses a permis au Groupe de recevoir des crédits d'impôt recherche.

En application du principe général de prédominance de la substance sur l'apparence propre aux comptes consolidés (Règlement 99-02 § 300), le Groupe a opté pour la comptabilisation du crédit d'impôt recherche :

- ✓ En subvention d'exploitation pour la part qui ne peut être directement attribuable à des coûts de développement immobilisés,
- ✓ En produits constatés d'avance pour la part directement attribuable à des coûts de développement immobilisés puis reprises en résultat au même rythme que les amortissements de ces coûts de développement.

Les crédits d'impôt recherche retraités en Produits constatés d'avance (PCA) se présentent comme suit :

En Milliers d'Euros

Années	CIR Total	PCA	Inscrits au résultat sur 5 ans		Solde PCA au bilan	
			31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
2007	190	34				
2008	184	65				
2009	252	93				
2010	410	128				
2011	427	150				
2012	427	281				
2013	523	297				
2014	496	339		68		
2015	624	403	81	81		81
2016	851	524	105	105	105	210
2017	974	727	145	145	291	436
2018	963	673	135	135	404	539
2019	1 209	741	148		593	741
2020	1 542	1 094			1 094	
			<b>614</b>	<b>533</b>	<b>2 487</b>	<b>2 006</b>

■ Subventions d'exploitation retraitées en produits constatés d'avance (PCA) :

En Milliers d'Euros

Années	Subventions	PCA	Inscrits au résultat sur 5 ans		Solde PCA au bilan	
			31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
2007	19					
2008	54					
2009	366	172				
2010	506	184				
2011	382	125				
2012	273	129				
2013	323	189				
2014	137	59		12		
2015	246	112	22	22		22
2016	366	150	30	30	30	60
2017	220	151	30	30	61	91
2018	419	272	54	54	163	218
2019	264	183	37		146	183
2020	283	226			226	
			174	149	626	574

Les subventions d'exploitation directement attribuables à des coûts de développement immobilisés sont également reclassées en produits constatés d'avance et reprises en résultat au même rythme que les amortissements de ces coûts de développement.

➤ **Résultat exceptionnel**

Les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

➤ **Résultat par action**

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base.

Lorsque le résultat de base par action est positif, le résultat dilué par action est déterminé en prenant en compte l'effet dilutif maximal lié à l'exercice des bons de souscription autonomes, l'exercice des bons de créateur d'entreprise, l'exercice des actions gratuites ainsi que des différentes options émises.

## 4 – Notes sur les comptes consolidés

### Note 1 - Capital

#### ■ Composition du capital

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale
<b>Actions composant le capital social au début de l'exercice</b>	<b>5 814 247</b>	<b>0,10</b>
Actions émises pendant l'exercice	49 552	0,10
Actions remboursées pendant l'exercice		
<b>Actions composant le capital social en fin d'exercice</b>	<b>5 863 799</b>	<b>0,10</b>

#### ■ Attribution Gratuite d'Actions à émettre

A la clôture de l'exercice, les attributions gratuites d'actions à émettre par la société WALLIX GROUP donnant accès à son capital se présentent comme suit :

Atributaires	Salariés du Groupe	Plan 2017-1	Plan 2019		
		Attribution Gratuite d'Actions à émettre	Attribution Gratuite d'Actions existantes ou à émettre	Plan n°1	Plan n°2
			Salariés du Groupe exerçant des fonctions stratégiques	Membres du Directoire & Salariés occupant des postes clefs	
AGE	03/06/2016		06/06/2019	06/06/2019	
Date d'attribution / Directoire	06/07/2017		25/07/2019	25/07/2019	
Solde en début de période	17 037		63 000	98 500	
Nombre d'actions attribués dans l'exercice	-				
Nombre d'actions annulées	1 238		8 000	20 993	
Nombre d'actions émises dans l'exercice	15 799		18 260	15 493	
Nombre total d'actions pouvant être émises	-		36 740	62 014	
Conditions de performance	non		non	Seuils du CA consolidé (50% de chaque tranche)	
Conditions de présence	oui		oui	oui (50% de chaque tranche)	
Durée d'acquisition	20% à 1 an 35% à 2 ans 45% à 3 ans		1/3 à 1 an 1/3 à 2 ans 1/3 à 3 ans	1/3 à 1 an 1/3 à 2 ans 1/3 à 3 ans	
Période de conservation	1 an / 1ère tranche		1 an / Date acquisition Tranche 1	1 an / Date acquisition Tranche 1	
montant de la charge comptabilisée au cours de l'exercice	495 €			140 842 €	

La condition de performance liée au CA consolidé 2020 n'est pas atteinte ; 16 409 actions ne seront pas acquises à l'échéance du 25/07/2021

## Note 2 - Ecart d'acquisition

En milliers d'euros

ECART D'ACQUISITION					
PARTICIPATIONS	Date d'acquisition	Valeur brute	Dotation exercice	Amortissements cumulés	Valeur nette
Wallix TRUSTELEM	01/07/2019	1 396			1 396
Wallix IBERICA (Simarks)	16/07/2019	2 793			2 793
<b>TOTAL</b>		<b>4 189</b>			<b>4 189</b>

L'analyse menée en 2020 sur les acquisitions de Simarks et Trustelem de 2019 n'a pas permis d'identifier des éléments d'actifs sur lesquels affecté l'écart d'acquisition. Dès lors l'écart d'acquisition initial n'a pas donné lieu à aucune affectation.

Test de dépréciation des écarts d'acquisition :

La valeur recouvrable des écarts d'acquisition incluant l'activité générée par Simlarks et Trustelem a été estimée sur la base de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus (valeur d'utilité), en retenant un taux d'actualisation avant impôt de 10,7 %.

Les hypothèses clés utilisées pour l'estimation de la valeur recouvrable sont présentées ci-dessous.

Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'estimation de la Direction des tendances futures et sont issues de données historiques et provenant de sources internes.

Le résultat d'exploitation hors amortissement budgété est basé sur les prévisions de résultats futurs, en prenant en compte les prévisions de croissance du chiffre d'affaires.

La croissance du chiffre d'affaires est basée sur les prévisions d'évolution du marché et des prévisions de performance de ces activités par rapport au marché.

La valeur recouvrable des écarts d'acquisition étant supérieure à sa valeur comptable, aucune perte de valeur n'est nécessaire. Ainsi, ces tests n'ont pas conduit à constater de perte de valeur au 31/12/2020.

## Note 3 - Immobilisations & amortissements

### ➤ Synthèse

En Milliers d'Euros

	31/12/2020			31/12/2019		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Immobilisations incorporelles	21 680	-12 114	9 566	17 571	-9 631	7 942
Immobilisations corporelles	2 552	-1 424	1 128	2 054	-1 067	987
Immobilisations financières	453		453	402		402
<b>Total</b>	<b>24 685</b>	<b>-13 538</b>	<b>11 147</b>	<b>20 028</b>	<b>-10 698</b>	<b>9 331</b>

### ➤ Immobilisations incorporelles

En Milliers d'Euros

	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2020
<b>Immobilisations Incorporelles</b>					
Frais de développement (cf note 9)	16 605	4 110			20 714
Concessions, brevets et droits similaires	957	9			966
Immobilisations en cours	9			-9	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	1		-1		
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>	<b>17 571</b>	<b>4 119</b>	<b>-1</b>	<b>-9</b>	<b>21 680</b>
<b>Amortissements immobilisations incorporelles</b>					
Frais de développement	9 317	2 256			11 573
Concessions, brevets et droits similaires	313	229			541
<b>Amortissements</b>	<b>9 630</b>	<b>2 485</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>12 114</b>
<b>Autres</b>					
<b>Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations Incorporelles nettes</b>	<b>7 942</b>				<b>9 566</b>

### ➤ Immobilisations corporelles

En Milliers d'Euros

	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2020
<b>Immobilisations Corporelles</b>					
Autres immobilisations corporelles	1 160	511	-33	9	1 645
Autres immobilisations corporelles crédit-bail	894				894
Immobilisations en cours		13			13
Avances et acomptes	1		-1		
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>	<b>2 054</b>	<b>523</b>	<b>-34</b>	<b>9</b>	<b>2 552</b>
<b>Amortissement immobilisations corporelles</b>					
Autres immobilisations corporelles	442	226			668
Autres immobilisations corporelles crédit-bail	625	131			756
<b>Amortissements</b>	<b>1 067</b>	<b>357</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 424</b>
<b>Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations Corporelles nettes</b>	<b>987</b>				<b>1 128</b>



## ➤ Immobilisations financières

En Milliers d'Euros

	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2020
<b>Immobilisations Financières</b>					
Prêts	6				6
Autres immobilisations financières (1)	396	51			447
<b>Immobilisations financières brutes</b>	<b>402</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>453</b>
<b>Provisions Immobilisations Financières</b>					
Autres immobilisations financières					-
<b>Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations Financières nettes</b>	<b>402</b>				<b>453</b>

(1) Les immobilisations financières correspondent principalement aux dépôts et caution des locaux.

## Note 4 - Créances

En Milliers d'Euros

	Brut	31/12/2020 Dépréciation	Net	31/12/2019 Net
Créances clients	9 948	-43	9 905	7 591
<b>Clients</b>	<b>9 948</b>	<b>-43</b>	<b>9 905</b>	<b>7 591</b>
Avances, acomptes sur commande	43		43	60
Autres créances (1)	3 815		3 815	4 083
Charges constatées d'avance	624		624	772
Charges à répartir	11		11	14
<b>Autres créances</b>	<b>4 493</b>		<b>4 493</b>	<b>4 929</b>
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>14 441</b>	<b>-43</b>	<b>14 398</b>	<b>12 519</b>

Les créances ont une échéance inférieure à un an

(1) Les autres créances au 31 décembre 2020 sont principalement composées du CIR pour 2.608 k€, CII pour 159 k€ et de subventions à recevoir pour 490 k€.

## ➤ Provision sur Actif circulant

En Milliers d'Euros

	31/12/2019	Dotation	Reprise	31/12/2020
Clients	181	28	-167	43
Autres créances	1	3	-3	-
<b>Total</b>	<b>182</b>	<b>31</b>	<b>-170</b>	<b>43</b>

## Note 5 - Provisions

### ➤ Provisions pour risques et charges

En Milliers d'Euros

	31/12/2019	Dotation	Reprise utilisée	31/12/2020
Provisions pour risques (1)	137	37	-39	135
Provisions pour charges (2)	774	294	-1	1 066
<b>Total</b>	<b>911</b>	<b>331</b>	<b>-41</b>	<b>1 201</b>

- (1) La société Wallix a fait l'objet d'une vérification par l'administration fiscale portant sur les CIR 2011 à 2014. A l'issue de ce contrôle cette dernière a proposé une rectification à hauteur de 586 k€ sur un total de 1.873 k€ déjà remboursés. A la clôture, la provision est inchangée et s'élève à 69 k€.
- (2) Les provisions pour charges concernent principalement la provision pour AGA pour 186 k€ et les provisions pour pension et retraite pour 751 k€. Les provisions pour pensions et retraites ont été estimées uniquement sur les entités WALLIX SARL et WALLIX GROUP ; les critères qui ont été retenus pour la détermination de ces provisions pour retraite sont explicitées dans la section 2 « Engagements de retraite ».

## Note 6 - Dettes financières

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	31/12/2019
Emprunt auprès des établissements de crédit	3 634	3 618
Découverts bancaires	2	1
Emprunts en crédit bail	140	270
Emprunts et dettes financières divers	14	14
<b>Total</b>	<b>3 791</b>	<b>3 903</b>

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	< 1 an	> 1 an & < 5 ans	> 5 ans
Emprunt auprès des établissements de crédit (taux Fixes)	3 634	1 047	2 588	
Découverts bancaires	2	2		
Emprunts en crédit bail	140	98	42	
Emprunts et dettes financières divers	14	14		
<b>Total</b>	<b>3 791</b>	<b>1 161</b>	<b>2 630</b>	<b>0</b>

Au 31 décembre 2020, les dettes financières du Groupe sont composées :

- Prêt à taux fixe de 0,96% d'un montant global de 300 k€ auprès de BNP Paribas conclu par Wallix SARL en date du 29 mars 2016 afin de refinancer les travaux d'aménagement du nouveau siège social du Groupe. Solde à rembourser : 15 k€ - Dernière échéance prévue au 29 mars 2021
- Prêt à taux zéro d'un montant global de 850 k€ auprès de Bpifrance Financement conclu par Wallix Group et Wallix SARL en date du 22 mars 2017 afin de financer le développement d'un système de sécurisation des accès à privilèges aux applications ou aux systèmes d'informations déployés dans le cloud. Solde à rembourser : 595 k€ - Dernière échéance au 30 juin 2024
- Prêt à taux fixe de 1,20% d'un montant global de 108 k€ auprès de BNP Paribas conclu par Wallix Group en date du 30 août 2016 afin de financer partiellement l'acquisition des actifs de la société Proviciel (ce prêt prend cadre dans une opération de financement plus globale avec Bpifrance Financement avec les quotités de répartition suivante : 60% de l'investissement financé par BNP Paribas et 40% par Bpifrance Investissement, tel que décrit ci-dessous). Solde à rembourser : 31 k€ – Dernière échéance prévue au 28 février 2023
- Prêt à taux fixe de 2,99% (taux moyen mensuel de rendement des emprunts de l'Etat à long terme, majoré de 2,74%) d'un montant de 72 k€ auprès de Bpifrance Financement conclu par Wallix Group en date du 27 juillet 2016 pour le post-financement de l'acquisition d'actifs de la société Proviciel (complémentaire à l'emprunt BNP Paribas mentionné ci-dessus). Solde à rembourser : 40 k€ - Dernière échéance au 30 avril 2023
- Prêt à taux fixe de 1,50 %, d'un montant de 110 k€, auprès de la BNP conclu par Wallix en date du

17 juin 2019 pour financer les travaux pour les locaux de Rennes. Solde à rembourser : 56 k€ - dernière échéance prévue le 17 juin 2022

- Prêt à taux fixe de 1,123 %, d'un montant de 85 k€, auprès de la BNP conclu par Wallix en date du 10 juillet 2020 pour financer le renouvellement d'une partie du parc informatique. Solde à rembourser : 73 k€ - dernière échéance prévue le 10 juillet 2023.
- Prêt à taux variable de 1.86% (taux moyen mensuel de rendement des emprunts de l'Etat à long terme, majoré de 1.5%) d'un montant de 3.000.000 € auprès de BNP conclu par Wallix Group en date du 09 juillet 2019 pour le financement de la croissance externe. Solde à rembourser : 2.812 k€ Dernière échéance prévue le 09 Juillet 2024.

## Note 7 - Dettes d'exploitation

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	31/12/2019
Dettes fournisseurs	1 640	1 520
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>1 640</b>	<b>1 520</b>
Dettes fiscales et sociales	4 692	3 828
Dettes sur immobilisations	944	1 888
Autres dettes	11	37
Produits constatés d'avance	15 350	11 149
<b>Autres dettes</b>	<b>20 996</b>	<b>16 901</b>
<b>Total</b>	<b>22 636</b>	<b>18 422</b>

Les dettes d'exploitation ont une maturité inférieure à 1 an hormis les produits constatés d'avance dont 6 913 k€ de dettes ont une échéance à plus d'un an.

La société est soumise au régime de TVA sur les encaissements. Les dettes fiscales intègrent la TVA sur créances clients non encaissées à hauteur de 1 469 K€ au 31 décembre 2020 contre 835 K€ au 31 décembre 2019.

Les produits constatés d'avance portent sur différentes catégories de produits dont la distinction se présente comme suit :

En Milliers d'Euros

Années	Solde PCA au bilan	
	31/12/2020	31/12/2019
PCA sur le revenu	12 238	8 569
PCA sur le CIR (1)	2 487	2 006
PCA sur les subventions (1)	626	574
	<b>15 350</b>	<b>11 149</b>

(1) voir CIR et subventions page 20-21

Les produits constatés d'avance sur le revenu correspondent aux quotes part de Chiffres d'affaires facturés et comptabilisés au titre de l'exercice mais dont la fourniture ou la prestation interviendra postérieurement à l'exercice (par exemple maintenance réglée d'avance).

Les produits constatés d'avance sur le CIR et sur les subventions correspondent à la quote part des crédits d'impôt recherche immobilisés et des subventions imputables aux projets.

## Note 8 - Chiffre d'affaires

Le Chiffre d'affaires réalisé par le groupe provient des activités suivantes :

- Licences d'utilisation de logiciels
- Prestations de maintenance associées : support technique et mises à jour
- Prestations de services managés : hébergement sécurisé d'applications critiques

Le revenu des ventes sous licences est reconnu à la date de mise à disposition des logiciels.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est reconnu de façon linéaire selon la durée du contrat de maintenance. La durée de ces contrats varie entre 1 et 6 ans.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services est reconnu au moment où ces prestations sont réalisées.

En Milliers d'Euros

Produits	31/12/2020	%	31/12/2019	%
Licences	9 459	47,1%	8 914	54,6%
Maintenance	7 414	36,9%	5 820	35,6%
Souscription	794	4,0%	439	2,7%
Services managés	307	1,5%	156	1,0%
Services professionnels	2 097	10,4%	1 005	6,2%
<b>Total</b>	<b>20 072</b>	<b>100%</b>	<b>16 335</b>	<b>100%</b>

Zones géographiques	31/12/2020	%	31/12/2019	%
France	13 211	65,8%	11 002	67,4%
International	6 860	34,2%	5 333	32,6%
<b>Total</b>	<b>20 071</b>	<b>100%</b>	<b>16 335</b>	<b>100%</b>

## Note 9 - Autres produits d'exploitation

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	31/12/2019
- Production immobilisée (1)	3 874	2 652
- Subvention d'exploitation (2)	1 292	1 232
- Reprises sur provisions, amortissements, transfert	318	288
- Autres produits (note 5)	45	24
<b>Autres produits</b>	<b>5 529</b>	<b>4 196</b>

(1) Le solde du compte production immobilisée correspond pour l'essentiel aux coûts de salaires activés en frais de développement.

(2) Les subventions d'exploitation sont ventilées comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
Subvention d'exploitation non retraitées	57	82
CIR retraité en Subvention	448	468
Quote part du CIR étalée sur 5 ans (PCA) (1)	614	533
Quote part subventions étalées sur 5 ans (PCA) (1)	174	149
<b>Subvention d'exploitation</b>	<b>1 292</b>	<b>1 232</b>

(1) voir CIR et subventions page 20-21

## Note 10 - Charges de personnel

En Milliers d'Euros

Charges de personnel	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et participation	14 968	11 677
Charges sociales	5 973	4 627
<b>Total</b>	<b>20 941</b>	<b>16 304</b>

Effectifs moyens de l'exercice	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	186	142
Employés	13	3
<b>Total</b>	<b>199</b>	<b>145</b>

## Note 11 - Résultat financier

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	31/12/2019
- Autres intérêts et produits assimilés	30	9
- Différences positives de change		10
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières		1
<b>PRODUITS FINANCIERES</b>	<b>30</b>	<b>20</b>
- Intérêts et charges assimilées	-57	-24
- Différences négatives de change		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>-57</b>	<b>-25</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-28</b>	<b>-5</b>

## Note 12 - Résultat exceptionnel

En Milliers d'Euros

	31/12/2020	31/12/2019
- Sur opération de gestion	34	8
- Sur opération en capital	35	81
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>70</b>	<b>88</b>
- Sur opération de gestion	-2	-16
- Sur opération en capital	-28	-75
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>-30</b>	<b>-91</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>40</b>	<b>-2</b>

## Note 13 - Analyse de l'Impôt

En Milliers d'Euros

### IMPOTS DIFFERES AU BILAN

	31/12/2020	31/12/2019
- Actifs d'impôts différés	0	0
- Passif d'impôts différés	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

	31/12/2020	31/12/2019
- Impôts exigibles	20	0
- Impôts différés	0	0
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>0</b>

En Milliers d'Euros

### PREUVE D'IMPOT

	31/12/2020
Résultat net des entreprises intégrées	-7 319
Charge / produit réel d'impôt	20
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	-7 299
Charge / Produit théorique d'impôt	-1 825
Impact des charges définitivement non déductible	1 138
Retenue à la source	19
Plafonnement IDA à hauteur des IDP	62
Déficits de l'exercice non activés	1 013
Crédit d'impôt	-386
Autres	-2
<b>Charge / Produit réel d'impôt</b>	<b>20</b>
Taux théorique d'impôt	25%
Taux réel d'impôt	0%



En Milliers d'Euros

**DETAIL DES IMPOTS DIFFERES AU BILAN**

	31/12/2019	Variation de périmètre	Variation	31/12/2020
Différences entre le résultat comptable et fiscal	91		-91	
Retraitement de crédit-bail			1	1
Comptabilisation des engagements de retraites	136		51	188
Retraitement subventions d'exploitation	143		13	156
Plafonnement IDA (1)	-371		26	-345
<b>Actifs d'impôts différés (1)</b>				
Annulation des provisions internes				
<b>Passifs d'impôts différés (2)</b>				
<b>Solde net d'impôt différé (1)-(2)</b>				

(1) Les impôts différés actifs n'étant pas recouvrable à court terme. Ils ne sont pas reconnus à l'actif du bilan.

En Milliers d'Euros

**DEFICITS FISCAUX NON ACTIVES**

Sociétés	Montant (1)	Taux d'impôt	Impôt différé actif non reconnu (en monnaie local)	Impôt différé actif non reconnu (en milliers d'euros)	Limite d'imputation sur les bénéfices futurs
Wallix Group	13 045	25%	3 261	3 261	Sans limitation
Wallix	9 010	25%	2 252	2 252	Sans limitation
<b>Total en Euros</b>				<b>5 514</b>	

(1) Il s'agit du déficit fiscal au 31 décembre 2020

**Note 14 - Rémunération des mandataires sociaux**

Les montants des rémunérations allouées aux dirigeants, à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées, se présentent comme suit :

En Milliers d'Euros

Rémunération	31/12/2020	31/12/2019
Rémunération des mandataires	636	639
Jetons de présence	35	38
<b>Total</b>	<b>671</b>	<b>677</b>

## Note 15 - Honoraires du commissaire aux comptes

En Milliers d'Euros

Honoraires du commissaire aux comptes	31/12/2020	31/12/2019
Audit légal	65	60
Services autres que la certification des comptes		30
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>90</b>

## Note 16 - Engagements hors bilan

Wallix Group a procédé à l'acquisition le 16 juillet 2019 de la société Simarks, devenue WALLIX IBERICA SL (Espagne). Un complément de prix (ou « earn-out »), pouvant atteindre 1.700.000 euros, non comptabilisé, est conditionné à des objectifs de chiffres d'affaires cumulés sur 5 ans.



**KPMG S.A.**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## Wallix Group S.A.

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Wallix Group S.A.

250 bis rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

*Ce rapport contient 38 pages*

Référence : KS-LB

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

Siège social :  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €. Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG S.A.**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## Wallix Group S.A.

Siège social : 250 bis rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Capital social : €. 586 379,90

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de la société Wallix Group S.A.,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Wallix Group S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits. C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- Principe de comptabilisation des frais de développement.

La partie 3 « Méthodes et règles d'évaluation », paragraphe « Immobilisations incorporelles » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et nous nous sommes assurés que les parties 3 - paragraphe « Immobilisations incorporelles » et 4 - Note 3 « Immobilisations & amortissements » de l'annexe des comptes consolidés fournissent une information appropriée.

- Principe de comptabilisation du crédit impôt recherche (C.I.R.) et des subventions d'exploitation.

La partie 3 « Méthodes et règles d'évaluation », paragraphe « Crédit d'impôt recherche et subvention d'exploitation » de l'annexe des comptes consolidés décrit le traitement comptable retenu pour le C.I.R. et les subventions d'exploitation.

Nous nous sommes assuré que le traitement comptable retenu par votre groupe est conforme aux normes comptables françaises ainsi qu'aux principes énoncés dans l'annexe des comptes consolidés et que cette dernière donne une information appropriée à cet égard.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 15 avril 2021

KPMG S.A.

Kamal Samaha  
*Associé*

# **WALLIX GROUP SA**

Numéro SIRET : **42875314900056**

**250 B rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 PARIS**

**COMPTES ANNUELS**

**du 01/01/2020 au 31/12/2020**



# Sommaire

<b>Bilan et Resultat</b>	<b>1</b>
Annexes Légales	5

## Bilan et Resultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	180 800,00	168 636,67	12 163,33	0,03	47 763,33	0,12
Fonds commercial	4 000,00		4 000,00	0,01	4 000,00	0,01
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	107 729,32	60 995,85	46 733,47	0,13	63 246,21	0,15
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	4 294 383,22		4 294 383,22	11,87	4 269 383,22	10,33
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	308 198,93		308 198,93	0,85	579 868,15	1,40
Prêts						
Autres immobilisations financières	172 157,62		172 157,62	0,48	159 961,49	0,39
<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 067 269,09</b>	<b>229 632,52</b>	<b>4 837 636,57</b>	<b>13,38</b>	<b>5 124 222,40</b>	<b>12,39</b>
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	117,23		117,23	0,00	117,23	0,00
Clients et comptes rattachés	883 505,74	24 505,50	859 000,24	2,38	535 439,90	1,29
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	9 842,39		9 842,39	0,03		
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	830,00		830,00	0,00	1 610,00	0,00
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	152 785,07		152 785,07	0,42	87 890,27	0,21
. Autres	10 912 540,93		10 912 540,93	30,17	9 068 727,44	21,93
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	423 873,29		423 873,29	1,17	423 873,29	1,03
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	18 857 477,85		18 857 477,85	52,14	26 068 811,36	63,05
Charges constatées d'avance	48 337,80		48 337,80	0,13	21 868,27	0,05
<b>TOTAL (II)</b>	<b>31 289 310,30</b>	<b>24 505,50</b>	<b>31 264 804,80</b>	<b>86,45</b>	<b>36 208 337,76</b>	<b>87,57</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	10 562,50		10 562,50	0,03	13 562,50	0,03
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	52 484,72		52 484,72	0,15	1 118,89	0,00
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>36 419 626,61</b>	<b>254 138,02</b>	<b>36 165 488,59</b>	<b>100,00</b>	<b>41 347 241,55</b>	<b>100,00</b>

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social ou individuel ( dont versé : 586 379,90 )	<b>586 379,90</b>	1,62	<b>581 424,70</b>	1,41
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	49 528 045,80	136,96	49 528 045,80	119,79
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	13 909,00	0,04	13 909,00	0,03
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	14 571,40	0,04	19 526,60	0,05
Autres réserves				
Report à nouveau	-13 576 718,37	-37,53	-7 775 628,06	-18,80
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-5 065 381,51</b>	-14,00	<b>-5 801 090,31</b>	-14,02
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	17 281,37	0,05	5 469,20	0,01
<b>TOTAL (I)</b>	<b>31 518 087,59</b>	87,15	<b>36 571 656,93</b>	88,45
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	52 485,00	0,15	1 119,00	0,00
Provisions pour charges	128 549,00	0,36	87 540,00	0,21
<b>TOTAL (III)</b>	<b>181 034,00</b>	0,50	<b>88 659,00</b>	0,21
<b>Emprunts et dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	2 895 094,20	8,01	2 707 156,79	6,55
. Découverts, concours bancaires	1 753,59	0,00	1 050,52	0,00
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	617 210,82	1,71	280 956,09	0,68
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	53 241,00	0,15	48 260,72	0,12
. Organismes sociaux	59 211,08	0,16	56 786,81	0,14
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	80 532,46	0,22	73 753,04	0,18
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	7 645,43	0,02	9 715,23	0,02
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	743 750,00	2,06	1 487 500,00	3,60
Autres dettes	7 928,42	0,02		
Instruments financiers à terme			15 150,75	0,04
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>4 466 367,00</b>	12,35	<b>4 680 329,95</b>	11,32
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif	(V)		6 595,67	0,02
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>36 165 488,59</b>	100,00	<b>41 347 241,55</b>	100,00

<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>		Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises					5 304,00	1,92	-5 304	-100,00	
Production vendue biens									
Production vendue services	183 163,65		183 163,65	100,00	271 366,14	98,08	-88 203	-32,49	
<b>Chiffres d'Affaires Nets</b>	<b>183 163,65</b>		<b>183 163,65</b>	<b>100,00</b>	<b>276 670,14</b>	<b>100,00</b>	<b>-93 507</b>	<b>-33,79</b>	
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			287 773,51	157,11	163 457,61	59,08	124 316	76,05	
Autres produits			238,45	0,13	1 566,23	0,57	-1 328	-84,79	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>471 175,61</b>	<b>257,24</b>	<b>441 693,98</b>	<b>159,65</b>	<b>29 482</b>	<b>6,67</b>	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 058,86	2,22	4 827,66	1,74	-769	-15,92	
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			947 131,88	517,10	875 833,59	316,56	71 298	8,14	
Impôts, taxes et versements assimilés			7 721,11	4,22	6 287,16	2,27	1 434	22,81	
Salaires et traitements			574 831,73	313,84	535 875,55	193,69	38 956	7,27	
Charges sociales			292 265,89	159,57	234 822,00	84,87	57 443	24,46	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			55 112,74	30,09	54 335,10	19,64	777	1,43	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant			21 000,00	11,47	4 285,50	1,55	16 715	390,08	
Dotations aux provisions pour risques et charges			42 795,00	23,36	86 148,00	31,14	-43 353	-50,31	
Autres charges			41 805,65	22,82	39 955,09	14,44	1 850	4,63	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>1 986 722,86</b>	<b>N/S</b>	<b>1 842 369,65</b>	<b>665,91</b>	<b>144 353</b>	<b>7,84</b>	
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-1 515 547,25</b>	<b>-827,42</b>	<b>-1 400 675,67</b>	<b>-506,25</b>	<b>-114 872</b>		
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations									
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés			146 972,65	80,24	107 044,69	38,69	39 928	37,30	
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 119,00	0,61	2 614,40	0,94	-1 495	-57,18	
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>148 091,65</b>	<b>80,85</b>	<b>109 659,09</b>	<b>39,64</b>	<b>38 432</b>	<b>35,05</b>	
Dotations financières aux amortissements et provisions			52 091,00	28,44	1 119,00	0,40	50 972	N/S	
Intérêts et charges assimilés			3 749 294,73	N/S	4 523 365,95	N/S	-774 071	-17,10	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>3 801 385,73</b>	<b>N/S</b>	<b>4 524 484,95</b>	<b>N/S</b>	<b>-723 099</b>	<b>-15,97</b>	
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>-3 653 294,08</b>	<b>N/S</b>	<b>-4 414 825,86</b>	<b>N/S</b>	<b>761 531</b>		
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>-5 168 841,33</b>	<b>N/S</b>	<b>-5 815 501,53</b>	<b>N/S</b>	<b>646 660</b>		

<b>COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )</b>	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	116 051,99	63,36	1 096 472,07	396,31	-980 421	-89,41	
Produits exceptionnels sur opérations en capital							
Reprises sur provisions et transferts de charges							
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>116 051,99</b>	<b>63,36</b>	<b>1 096 472,07</b>	<b>396,31</b>	<b>-980 421</b>	<b>-89,41</b>	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			2 000,00	0,72	-2 000	-100,00	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 075 421,65	388,70	-1 075 421	-100,00	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	11 812,17	6,45	5 469,20	1,98	6 343	115,98	
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>11 812,17</b>	<b>6,45</b>	<b>1 082 890,85</b>	<b>391,40</b>	<b>-1 071 078</b>	<b>-98,90</b>	
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>104 239,82</b>	<b>56,91</b>	<b>13 581,22</b>	<b>4,91</b>	<b>90 658</b>	<b>667,54</b>	
Participation des salariés (IX)							
Impôts sur les bénéfices (X)	780,00	0,43	-830,00	-0,29	1 610	193,98	
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>735 319,25</b>	<b>401,46</b>	<b>1 647 825,14</b>	<b>595,59</b>	<b>-912 506</b>	<b>-55,37</b>	
<b>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>5 800 700,76</b>	<b>N/S</b>	<b>7 448 915,45</b>	<b>N/S</b>	<b>-1 648 215</b>	<b>-22,12</b>	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>-5 065 381,51</b>	<b>N/S</b>	<b>-5 801 090,31</b>	<b>N/S</b>	<b>735 709</b>		
			<i>Perte</i>				
Dont Crédit-bail mobilier	29 003,84	15,83	7 812,52	2,82	21 191	271,26	
Dont Crédit-bail immobilier							

## Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 36 165 488,59 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -5 065 381,51 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

## SOMMAIRE

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle
- Faits caractéristiques de l'exercice
- Evénements postérieurs à la clôture

### COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Fonds commercial
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Ecart de conversion
- Composition du capital social
- Capital potentiel
- Tableau de variation des capitaux propres
- Ventilation du chiffre d'affaires net

### ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Liste des filiales et participations

## Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 5ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Oeuvres d'art	NA
Mobilier	de 5 à 8 ans



## **IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

Les titres de participation sont comptabilisés pour leur valeur brute, constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires d'acquisition. En cas de survenance d'évènements susceptibles de remettre durablement en cause leur valeur, les titres de participation font l'objet de tests de dépréciation. Ces tests visent à identifier les situations dans lesquelles la valeur recouvrable deviendrait inférieure à la valeur nette comptable, conduisant à comptabiliser une dépréciation du montant de la différence.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur des titres diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité.

- La valeur d'utilité est déterminée soit sur la base de la quote-part de situation nette détenue dans ces participations, soit sur la base de l'estimation des entrées et sorties de trésorerie futures actualisées provenant des activités conduites dans ces participations ;

- La juste valeur est déterminée par référence à des résultats de transactions récentes portant sur des sociétés comparables, agissant dans le même secteur d'activité.

Les frais d'acquisition de titres de participation sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

## **CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **OPERATIONS EN DEVISES**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

## **PROVISION POUR RISQUES & CHARGES**

La provision pour charges au titre de la contribution patronale spécifique sur les attributions gratuites d'actions, due par l'employeur de l'attributaire, a été reprise pour 1.392 € à l'issue de la dernière période d'acquisition du Plan 2017.

La provision constituée au titre du Plan d'attribution d'actions gratuites 2019 a été portée de 86.148 € à 128.549 €.

La provision est évaluée d'après la moyenne des cours de l'action des trente derniers jours de bourse précédents la date de l'estimation.

La contribution versé sur l'exercice s'élève à 23.183 €.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé par la société provient des activités suivantes :  
Prestations de services managés : hébergement sécurisé d'applications critiques.  
Prestations de services professionnels  
Prestations de services intra-groupe.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services est reconnu au moment où les prestations sont réalisées.

## RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Le résultat exceptionnel de 104 KE est constitué pour l'essentiel des bonis provenant de rachats d'actions propres effectués dans le cadre du contrat de liquidité et du contrat de rachat.

### Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014, et ses règlements modificatifs successifs
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

### Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Dans le cadre d'un contrat de liquidité, Wallix Group détient 6.739 actions propres pour un montant net de 118 KEUR.

Dans le cadre d'un Programme de Rachat d'Actions, la société détient 15.849 actions propres pour un montant net de 190 KEUR.

Les transferts de charges sont constitués pour 280 KEUR de refacturation de divers frais généraux et frais d'infrastructure à la filiale Wallix S.A.R.L.

Wallix Group a consenti en 2020 à sa filiale Wallix, un abandon de créance de 3.700.000 EUR, assortie d'une clause de retour à meilleur fortune.

Le déficit reportable de Wallix Group SA s'élève à 13.044 KEUR.

### Faits caractéristiques de l'exercice

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales sur le plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité lors de cet exercice.

L'entreprise a mis en place un plan de continuité d'activité qui a permis à tous les salariés du Groupe et de ses filiales, d'être opérationnel, en télétravail, dès le premier jour de confinement.

Durant toute la période de confinement la filiale WALLIX a proposé la gratuité des licences d'accès à distance de sa suite logicielle de gestion des comptes à privilèges WALLIX Bastion.

WALLIX est nommé parmi les leaders du PAM dans le rapport de l'analyste KuppingerCole 2020 Leadership Compass for Privileged Access Management.

À l'international, le groupe WALLIX a poursuivi ses investissements réalisés dans le cadre du plan stratégique avec le développement de ses bureaux (Allemagne, Royaume-Uni et Espagne) et l'enrichissement de son réseau de partenaires sur ses marchés cibles (Italie).

### Evènements postérieurs à la clôture

WALLIX GmbH, filiale de WALLIX GROUP SA à 100%, est opérationnelle depuis le 01/01/2021, cette entité a pour activité la commercialisation de l'ensemble des solutions du groupe auprès des acteurs allemands.

## Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	184 800		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	107 729		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>	<b>107 729</b>		
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	4 269 383		25 000
Autres titres immobilisés	579 868		748 529
Prêts et autres immobilisations financières	159 961		762 838
<b>TOTAL</b>	<b>5 009 213</b>		<b>1 536 366</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 301 742</b>		<b>1 536 366</b>

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			184 800	180 800
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			107 729	107 729
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>			<b>107 729</b>	<b>107 729</b>
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			4 294 383	57 300
Autres titres immobilisés		1 020 198	308 199	
Prêts et autres immobilisations financières		750 642	172 158	
<b>TOTAL</b>		<b>1 770 840</b>	<b>4 774 740</b>	<b>57 300</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 770 840</b>	<b>5 067 269</b>	<b>345 829</b>

## Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	133 037	35 600		168 637
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	44 483	16 513		60 996
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>44 483</b>	<b>16 513</b>		<b>60 996</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>177 520</b>	<b>52 113</b>		<b>229 633</b>

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	35 600				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	16 513				
Emballages récupérables et divers					
<b>TOTAL</b>	<b>16 513</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 113</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices	13 563		3 000	10 563
Primes de remboursement obligations				

## Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	5 469	11 812		17 281
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>	<b>5 469</b>	<b>11 812</b>		<b>17 281</b>
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change	1 119	52 485	1 119	52 485
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	87 540	42 401	1 392	128 549
<b>TOTAL Provisions</b>	<b>88 659</b>	<b>94 886</b>	<b>2 511</b>	<b>181 034</b>
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	3 506	21 000		24 506
Autres dépréciations	780		780	
<b>TOTAL Dépréciations</b>	<b>4 286</b>	<b>21 000</b>	<b>780</b>	<b>24 506</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98 414</b>	<b>127 698</b>	<b>3 291</b>	<b>222 821</b>
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		63 795	2 172	
- financières		52 091	1 119	
- exceptionnelles		11 812		

## Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			18 260
Autres immobilisations financières	172 158	153 898	
Clients douteux ou litigieux	4 207	4 207	
Autres créances clients	879 299	879 299	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			830
- Impôts sur les bénéfices	830		
- T.V.A	152 785	152 785	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	10 910 426	10 910 426	
Débiteurs divers	11 957	11 957	
Charges constatées d'avance	48 338	48 338	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 180 000</b>	<b>12 160 910</b>	<b>19 090</b>
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	1 754	1 754		
- plus d'un an	2 895 094	796 207	2 098 887	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	617 211	617 211		
Personnel et comptes rattachés	53 241	53 241		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	59 211	59 211		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	80 532	80 532		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	7 645	7 645		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	743 750	743 750		
Groupe et associés				
Autres dettes	7 928	7 928		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 466 367</b>	<b>2 367 480</b>	<b>2 098 887</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	400 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	213 677			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

### Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	4 294 383		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	830 187		
Autres créances	10 910 426		
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	365 619		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers	117 266		
Charges financières	3 700 000		

### Fonds commercial

DESIGNATION	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Montant
Mali de confusion			4 000	4 000



**Produits et avoirs à recevoir**

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<b>CREANCES</b>	
Créances clients et comptes rattachés	363 685
Autres créances (dont avoirs à recevoir : )	2 115
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	
<b>DISPONIBILITES</b>	21 699
<b>TOTAL</b>	<b>387 499</b>

**Charges à payer et avoirs à établir**

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 564
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	299 938
Dettes fiscales et sociales	83 475
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : )	7 928
<b>TOTAL</b>	<b>404 905</b>

**Charges et produits constatés d'avance**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	48 338	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>48 338</b>	

## Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts	10 563	20,00
Charges à étaler		
<b>TOTAL</b>	<b>10 563</b>	<b>20,00</b>

## Ecart de conversion en monnaie étrangère

NATURE DES ECARTS	ACTIF Montant	Différence compensée par couverture de change	Provision pour perte de change	PASSIF Montant
- Sur Immobilisations non financières				
- Sur Immobilisations financières				
- Sur créances	52 485		52 485	
- Sur dettes financières				
- Sur dettes d'exploitation				
- Sur dettes sur immobilisations				
<b>TOTAL</b>	<b>52 485</b>		<b>52 485</b>	

## Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	5 814 247	0,10
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice	49 552	0,10
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5 863 799	0,10

Commentaires :

Acquisitions définitives sur Plan 2017 d'Attributions Gratuites d'Actions: 15.799 actions  
 Acquisitions définitives sur Plan 2019 d'Attributions Gratuites d'Actions: 33.753 actions

## Capital potentiel

Attributaires	Plan 2017-1 Attribution Gratuite d'Actions à émettre	Plan 2019 Attribution Gratuite d'Actions existantes ou à émettre	
	Salariés et salariés du Groupe	Plan n°1 Salariés et salariés du Groupe	Plan n°2 membres du Directoire & salariés occupant des postes clefs
AGE	03/06/2016	06/06/2019	06/06/2019
Date d'attribution / Directoire	06/07/2017	25/07/2019	25/07/2019
Solde en début de période	17 037	63 000	98 500
Nombre d'actions attribués dans l'exercice	-		
Nombre d'actions annulées	1 238	8 000	20 993
Nombre d'actions émises dans l'exercice	15 799	18 260	15 493
Nombre total d'actions pouvant être émises	-	36 740	62 014
Conditions de performance	non	non	seuils du CA consolidé (50% de chaque tranche)
Condition de présence	oui	oui	oui (50% de chaque tranche)
Durée d'acquisition	20% à 1 an 35% à 2 ans 45% à 3 ans	1/3 à 1 an 1/3 à 2 ans 1/3 à 3 ans	1/3 à 1 an 1/3 à 2 ans 1/3 à 3 ans
Période de conservation	1 an / 1ère tranche	1 an / Date acquisition Tranche 1	1 an / Date acquisition Tranche 1
Montant de la charge comptabilisée au cours de l'exercice	198 €	1 062 €	62 932 €

La condition de performance liée au CA consolidé 2020 n'est pas atteinte;

16409 actions ne seront pas acquises à l'échéance du 25/07/2021

## Variation des capitaux propres

	Montant
Capitaux propres N-I après résultat et avant AGO	36 571 657
- Distributions	
<b>Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>36 571 657</b>
Variations du capital social	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variations des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variations des autres postes	
<b>Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice</b>	
<b>Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs</b>	<b>36 571 657</b>
Variations du capital social	4 955
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	- 4 955
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	- 5 801 090
Variations des subventions d'investissement et des provisions réglementées	11 812,17
- Affectation du résultat N-I en capitaux propres (hors distribution)	5 801 090,31
<b>Variation en cours d'exercice</b>	<b>11 812</b>
<b>Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat</b>	<b>36 583 469</b>
Résultat de l'exercice	- 5 065 382
<b>Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle</b>	<b>31 518 088</b>

## Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	183 164
<b>TOTAL</b>	<b>183 164</b>

Répartition par marché géographique	Montant
France	183 164
Etranger	
<b>TOTAL</b>	<b>183 164</b>

## Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine		80 311	80 311
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs		8 704	8 704
- Dotations de l'exercice		26 770	26 770
<b>TOTAL</b>		<b>44 837</b>	<b>44 837</b>
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs		9 492	9 492
- Exercice		27 062	27 062
<b>TOTAL</b>		<b>36 554</b>	<b>36 554</b>
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		27 062	27 062
- à plus d'un an et cinq au plus		19 784	19 784
- à plus de cinq ans			
<b>TOTAL</b>		<b>46 846</b>	<b>46 846</b>
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		803	803
- à plus de cinq ans			
<b>TOTAL</b>		<b>803</b>	<b>803</b>
Montant pris en charge dans l'exercice		29 004	29 004

## Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
Caution solidaire de Wallix / Prêt Bpi	595 000
Locations financières	212 371
Complément de prix conditionnel sur l'acquisition de Wallix Iberica (Simarks)	1 700 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 507 371</b>
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	595 000
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
Clause de retour à meilleure fortune	9 796 536
<b>TOTAL</b>	<b>9 796 536</b>
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	9 796 536
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

## Rémunérations des dirigeants

	Montant
<b>REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :</b>	
- des organes d'administration	438 572
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	35 000

## Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	21 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	23 000
<b>TOTAL</b>	<b>44 000</b>

## Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	

### Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité		124 702	
<b>TOTAL</b>		<b>124 702</b>	

Commentaires :

Hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrières:

- Taux d'actualisation: 0,34%
- Taux de revalorisation des salaires: 1,5%
- Mobilité : Taux de rotation 3%
- Taux de charges sociales: 42,5%
- Age de départ à la retraite: départ volontaire 65 ans

Au 31/12/2019, l'évaluation des indemnités de départ à la retraite s'élevait à 112.221 euros.



## Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
<b>A – Renseignements détaillés concernant les filiales &amp; participations</b>										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
WALLIX SARL	50 000	348 940	100,00	122 755	122 755	10 190 482		19 839 370	38 819	
WALLIX US CORP (Cybersécurité)	64	-464 165	100,00			363 459		275 923	-612 839	
WALLIX IBERICA	252 061	929 292	100,00	4 146 561	4 146 561			161 617	-811 236	
Wallix GmbH	25 000		100,00	25 000	25 000	150			-6 456	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
<b>B – Renseignements globaux concernant les autres filiales &amp; participations</b>										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

## Données en euros

Sociétés	Pays	Siège social	SIREN
Wallix	France	250 Bis rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS	450 401 153
Wallix US Corp	Etats-Unis	c/o KVB PARTNERS 60 Broad Street – Suite 3502 à NEW YORK 10004	
Cybersécurité Wallix Canada Inc.	Canada	1200 – 1981 AV. McGill College Montréal Québec H3A0G6 Canada	
Wallix Iberica S.L.U.	Espagne	Calle Copenhague, 12, 28232 Las Rozas, Madrid, España	
Wallix GmbH	Allemagne	PRINZREGENTENSTRASSE 91 81677 München	



**KPMG S.A.**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## Wallix Group S.A.

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Wallix Group S.A.

250 bis rue du faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

*Ce rapport contient 29 pages*

Référence : KS - LB

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

Siège social :  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG S.A.**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Wallix Group S.A.**

Siège social : 250 bis rue du faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Capital social : €. 586.379,90

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de la société Wallix Group S.A.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Wallix Group S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne les titres de participations et sur la présentation d'ensemble des comptes,.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 15 avril 2021

KPMG S.A.

Kamal Samaha  
Associé